

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°2 / JUIN 2010
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch



Suissitude Que fait la Suisse mieux que les autres ?

Afrique du Sud: la génération post-apartheid
Former l'élite académique qui manque aux pays du Sud

Sommaire

DOSSIER



6 **Suissitude** **Ce qui distingue notre pays des autres donateurs**

La coopération suisse augmente son efficacité en faisant valoir ses atouts et en se concentrant sur un nombre limité de thèmes

12 **«Les drapeaux sont dépassés»**

Entretien avec Eckhard Deutscher, président du Comité d'aide au développement de l'OCDE

14 **Des ponts suspendus à la promotion de la paix**

Au Népal, l'approche de la coopération suisse a fortement évolué au fil du temps

16 **L'influence d'un mythe**

Un projet de réforme constitutionnelle en Bosnie et Herzégovine s'inspire de la démocratie directe suisse

17 **Faits et chiffres**

HORIZONS



18 **L'apartheid ? Connais pas !**

La dynamique et les défis de l'Afrique du Sud se reflètent dans la génération des *yuppies* noirs

21 **Une journée sur le terrain avec...**

François Droz, chef du bureau de coopération à Pretoria

22 **Des rêves dans les townships**

Elsie Nantuli Mampa évoque les perspectives d'avenir et les espoirs des jeunes Sud-Africains

DDC



23 **Une alliance stratégique pour la reconstruction d'écoles**

L'Unicef et la DDC collaborent au Sri Lanka et au Pakistan

25 **Pour le bien des familles restées au pays**

Les migrants apportent une contribution importante au développement de leur patrie

FORUM



27 **Des chercheurs sur la dernière ligne droite**

Des équipes scientifiques interculturelles étudient depuis 2001 les effets du changement global sur les pays pauvres

28 **Une avalanche de science et de matière grise**

Entretien avec Hans Hurni, directeur du Pôle de recherche national Nord-Sud

30 **Carte blanche**

Ekrem Çitaku, journaliste et dentiste à Pristina, évoque la construction de la démocratie au Kosovo

CULTURE



31 **Addis-Abeba, une capitale pleine à craquer**

En partenariat avec des chercheurs suisses, la capitale éthiopienne s'efforce de gérer durablement sa croissance fulgurante

3 **Éditorial**

4 **Périscopes**

26 **DDC interne**

26 **Au fait, qu'est-ce que le dialogue politique ?**

33 **Service**

35 **Coup de cœur avec Bettina Oberli**

35 **Impressum**

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



La suissitude: faire valoir nos atouts

Pour être efficace, il importe de se concentrer sur ses points forts. Ce principe s'applique aussi à la coopération au développement, à la coopération avec les pays de l'Est et à l'aide humanitaire. Si nous voulons obtenir davantage de résultats et contribuer plus encore à atténuer la misère et la pauvreté, nous devons miser sur nos atouts. C'est cela, la «suissitude».

Elle consiste à œuvrer dans des domaines où nous avons de bonnes chances de réussite et à opter pour des approches que nous maîtrisons particulièrement bien.

La Suisse possède plusieurs atouts. L'eau en est un. Notre pays est le château d'eau de l'Europe. La gestion de cette ressource, son traitement et l'exploitation de la force hydraulique figurent parmi nos compétences clés. L'institut Eawag, de réputation mondiale, est à l'avant-garde de la recherche dans ce domaine. Nestlé, l'une des plus grandes entreprises mondiales et l'un des principaux investisseurs dans le secteur de l'eau potable, a son siège en Suisse. La DDC, le Seco et les organisations non gouvernementales suisses jouissent d'une vaste expérience et d'une large renommée internationale pour tout ce qui concerne l'eau. Nous contribuons ainsi à résoudre des problèmes tant locaux que mondiaux.

L'eau n'est pas le seul de nos points forts. Il y a aussi la santé, la formation professionnelle, la microfinance et bien d'autres domaines encore.

La suissitude ne se limite toutefois pas à des thèmes. Nous avons également des atouts à faire valoir dans la manière d'approcher les problèmes de développement et les crises humanitaires. Nous ne sommes ni des technocrates ni des bureaucrates. Nous prenons au sérieux la population des pays où nous intervenons. Parmi les principales composantes de la suissitude, il faut mentionner notre propension à privilégier les solutions simples et notre attachement aux valeurs. Plusieurs articles en témoignent dans ce numéro d'*Un seul monde*.

La suissitude est importante aussi bien dans les projets

et les programmes de la coopération bilatérale que dans notre travail au sein des organisations internationales et dans notre collaboration avec elles. Nos actions et leurs résultats doivent être visibles, non seulement pour les démunis du monde entier, mais aussi pour nos concitoyens. La visibilité ne doit cependant pas devenir un objectif en soi. La suissitude n'est pas une opération de relations publiques. Seul un travail durable nous assurera une crédibilité à long terme. Matériel publicitaire et autopromotion superficielle ne servent à rien. Même dans la coopération, la Suisse se distingue par sa modestie.

Ce label ne signifie toutefois pas que la Suisse fait cavalier seul. Au contraire, notre coopération internationale privilégie depuis longtemps la coordination, l'adaptation aux conditions locales ainsi que l'harmonisation avec les objectifs des autres donateurs et des organisations internationales. Ces valeurs garderont une place cruciale dans nos futures activités.

Ces prochaines années, il importera de se montrer encore plus sensible aux cultures, aux mentalités et aux modes de vie dans les pays partenaires. Notre histoire et notre expérience nous ont permis de forger cette sensibilité. C'est là un atout de plus de la suissitude.

Chère lectrice, cher lecteur, vous l'aurez peut-être déjà remarqué en découvrant la couverture du présent numéro: nous avons légèrement modifié la présentation d'*Un seul monde* et ce renouveau transparait dans tout le cahier. Outre le rafraîchissement de la ligne graphique, nous voulons aussi élargir l'éventail des thèmes et traiter des sujets encore plus captivants. Nous nous réjouissons de connaître votre avis et vous souhaitons une bonne lecture.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

World Agroforestry Centre/Charles Pie-Smith



Les cendrillons de la brousse

(gn) Les mangues douces et les prunes sauvages de la brousse africaine ont toujours été de délicieuses sources de vitamines pour les populations locales. Le continent abrite quelque 3000 variétés de fruits sauvages qui n'ont guère intéressé l'horticulture jusqu'ici. Roger Leakey, ancien directeur scientifique du Centre international de recherche en agroforesterie (ICRAF), les appelle des « plantes cendrillons ». Le temps est venu de reconnaître leurs qualités, car elles peuvent jouer un rôle important dans le développement local. En collaboration avec différentes organisations partenaires, il a lancé en 1998 un programme de « domestication » de fruits locaux au Cameroun et au Nigeria. En peu de temps, il a obtenu des résultats impressionnants : plusieurs centaines de familles paysannes exploitent leurs propres pépinières au Cameroun. Les nouvelles cultures fruitières ne font pas qu'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales. Elles leur procurent aussi des revenus. Et ce potentiel n'est pas épuisé : 24 variétés de fruits sauvages pourraient être cultivées et commercialisées ces prochaines années. Parmi elles figurent diverses sortes de prunes et les fruits de l'arbre aux éléphants.

www.worldagroforestry.org

Les promesses du gommier

(jls) Dans la région de Nara, au nord du Mali, on survit tant bien que mal sur des terres complètement dégradées. Les habitants de quatre villages ont placé de grands espoirs dans les acacias Sénégal, ou acacias gommiers. Ils ont entrepris d'en planter 6000 hectares d'ici 2012, dans le cadre d'un projet de développement qui réunit un institut de recherche, une entreprise agro-industrielle et les communautés locales. Cet arbre, bien adapté au climat sahélien, est plein de promesses. D'une part, il enrichit les sols. D'autre part, il absorbe du CO₂, un gaz qui détruit la

couche d'ozone. Le projet espère donc pouvoir vendre des crédits de carbone aux entreprises polluantes du Nord qui ne peuvent pas respecter leurs quotas d'émissions de gaz à effet de serre. Autre avantage : une fois que les acacias auront poussé, ils produiront de la gomme arabique qui pourra être exportée. Mais le projet a d'ores et déjà changé la vie des villageois. Du fait que l'entretien des pépinières a créé des emplois, les familles ne sont plus obligées d'émigrer temporairement pour subvenir à leurs besoins.

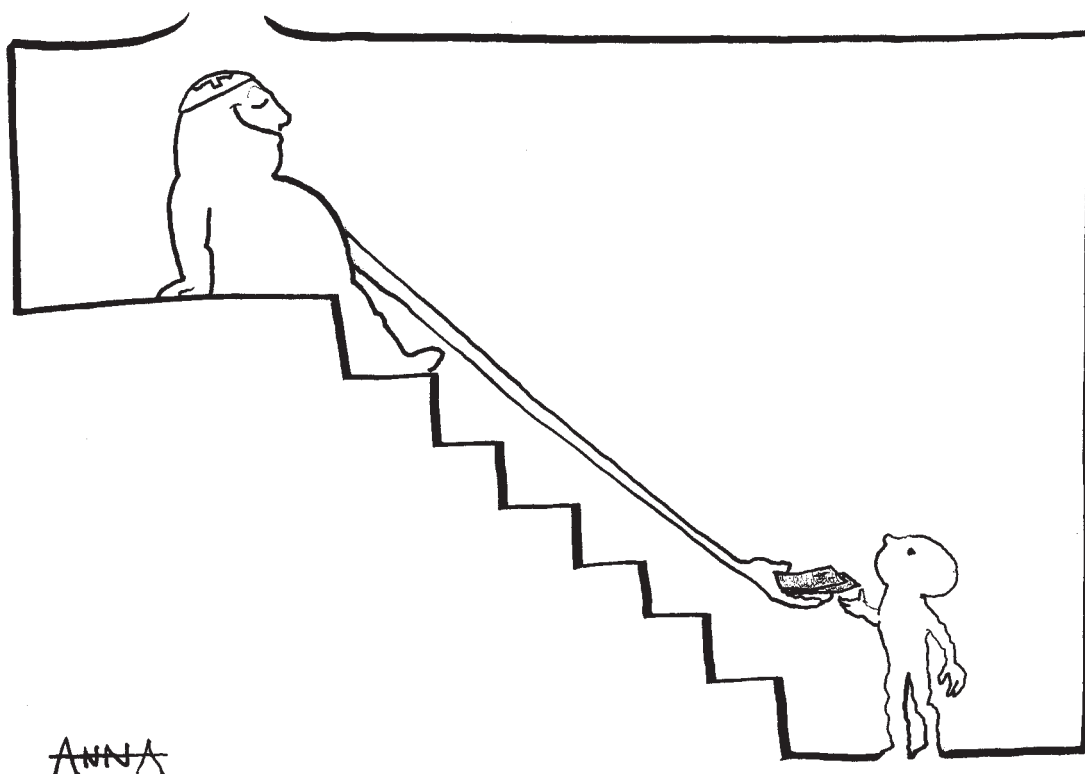
La recherche au féminin

(bf) Le nombre de chercheurs

dans les pays en développement a fait un bond en avant entre 2002 et 2007, passant de 1,8 à 2,7 millions. Selon l'Institut de statistique de l'Unesco (ISU) à Montréal, qui recueille les données clés concernant les sciences et les technologies sur tous les continents, cette croissance est imputable essentiellement à la Chine : un chercheur sur cinq dans le monde est chinois. La progression des sciences dans les pays en développement ou émergents a des incidences sur la proportion de femmes scientifiques à l'échelle planétaire, qui se monte à 29% en moyenne. Cette quote-part est de 33% en Afrique. Elle s'élève à 46% en Amérique du Sud et même à 50% en Asie centrale. En Europe, cinq pays ont atteint la parité des sexes : Macédoine, Lettonie, Lituanie, Moldavie et Serbie. À eux seuls, les États-Unis, l'Union européenne et le Japon totalisent 70% des dépenses allouées à la recherche et au développement à l'échelle planétaire. Leur économie privée fournit plus de la moitié de ces ressources. Dans les pays en



Paul Ham/laif



développement, la part du secteur privé est nettement plus faible.

www.uis.unesco.org

Espoir pour des malades oubliés

(gn) L'onchocercose (cécité des rivières), la dengue, la schistosomiase, le choléra, etc. frappent essentiellement les plus pauvres. Étant donné que l'industrie pharmaceutique s'intéresse surtout au marché lucratif du Nord, seuls 21 des 1556 médicaments homologués entre 1975 et 2004 sont destinés à combattre des maladies tropicales. De petites entreprises du Sud ont donc commencé à développer leurs propres médicaments : sur les 62 formules mises au point à ce jour, 28 sont déjà commercialisées, dont un vaccin contre le choléra. Beaucoup de ces produits ne sont disponibles pour l'instant que localement, mais ils pourraient être exportés. «C'est là un nouveau filon qui n'est pas encore complètement

exploité», note Peter Singer, coauteur d'une étude sur des innovations dans le secteur de la santé. L'avantage des médicaments produits sur place est qu'ils sont adaptés au contexte et vendus à des prix abordables pour la population locale. Peter Singer cite l'exemple d'un vaccin contre l'hépatite B, développé en Inde, qui coûte l'équivalent de 0,28 dollar, contre 25 dollars pour le produit comparable d'une société pharmaceutique occidentale.

www.mrcglobal.org

Sauver le café sauvage

(bf) Le gouvernement éthiopien s'est associé à l'Unesco et à d'autres partenaires pour protéger les dernières forêts naturelles de caféiers sauvages dans le sud-ouest du pays. Ces montagnes situées dans la région du Kafa constituent une immense réserve génétique. Elles sont en effet à l'origine et au centre de la diversité du café arabica, dont quelque 5000 variétés ont été



recensées dans ce secteur. Les forêts ont été progressivement détruites ces dernières décennies pour faire place à des champs cultivés et à des plantations de café. Leur superficie totale a diminué de presque 43% entre 1988 et 2008. Il s'agit maintenant de reboiser 700 hectares de forêt naturelle et de champs, en utilisant des espèces sauvages ou cultivées indigènes. Le projet

vise également à créer une réserve de biosphère, dans laquelle 10 000 hectares de forêts seront exploités selon les principes de la sylviculture durable et en collaboration avec les habitants. Ce projet vise non seulement à préserver la biodiversité de la région, mais aussi à relever sensiblement le niveau de vie de la population locale.

www.nabu.de



Suissitude

Ce qui distingue notre pays des autres donateurs

Malgré l'affaire des fonds en déshérence, la crise bancaire et l'initiative contre les minarets, la « marque Suisse » continue de caracoler en tête des classements. Partout dans le monde, elle reste synonyme de précision, de qualité et de stabilité politique. Le directeur de la DDC Martin Dahinden désire conférer plus de « suissitude » (*swissness*) à la coopération au développement. Il lance un débat sur l'orientation future de l'engagement suisse à l'étranger. De Gabriela Neuhaus.



Certains donateurs apportent une aide discrète, d'autres hissent leur pavillon. Comme l'ont fait la Suisse et l'ONU en Haïti après le séisme de janvier dernier (à gauche), de nombreux pays et œuvres d'entraide montrent qui ils sont et d'où ils viennent.

Alors que destruction et détresse régnaient en Haïti après le séisme, les secouristes suisses et leurs chiens sont restés à la maison. Cette décision a déclenché une vague d'indignation dans l'opinion publique. Pendant des années, la Chaîne de sauvetage a été le symbole de l'aide suisse, surtout en cas de tremblement de terre. Elle incarnait l'essence même de la suissitude : une équipe de professionnels qui arrivent rapidement sur place quand on a besoin d'eux ; des Suissesses et des Suisses capables de fournir une aide sûre et efficace.

«Après le séisme en Haïti, un important travail d'information a été nécessaire pour démontrer que, dans ce cas, nous aurions beaucoup plus d'impact en envoyant des équipes de médecins et des spécialistes de l'eau. C'est d'ailleurs la plus grande intervention d'urgence jamais lancée par l'Aide humanitaire et le Corps suisse d'aide humanitaire.» Comme toujours dans de telles situations, Toni Frisch, responsable de l'Aide humanitaire de la

Confédération, commente avec conviction l'engagement suisse : «La Suisse a tendance à mettre sa lampe sous le boisseau. C'est une erreur. Nous devons affirmer davantage notre présence, même dans la coopération au développement, aussi bien par égard pour les Suisses qui nous financent, qu'aux yeux des pays partenaires et des autres organismes de développement.»

Davantage de suissitude

Le credo de Toni Frisch s'inscrit dans la stratégie préconisée par le directeur de la DDC Martin Dahinden. Celui-ci souhaite que la marque de la coopération suisse soit à l'avenir plus visible. Cette exigence, qu'il résume par le slogan «Davantage de suissitude», suscite toutefois des questions et des craintes. À quoi correspond le label suisse dans la lutte contre la pauvreté ? Qu'apporte-t-il et à qui ? «La Suisse doit s'affirmer plus encore en tant que partenaire dans la coopération», explique Martin



La Suisse soutient depuis longtemps le développement rural dans divers pays. En signe de reconnaissance, la ville de Ouahigouya, au nord du Burkina Faso, a donné son nom à une route.



L'agriculture comme carte de visite

L'appui aux petits paysans compte parmi les cartes de visite de la coopération suisse. Celle-ci applique des approches novatrices qui deviennent souvent des modèles et déploient leurs effets bien au-delà du projet initial. C'est le cas des silos en tôle destinés au stockage des récoltes. Le projet Postcosecha a été lancé au Honduras en 1980. En collaboration avec des partenaires locaux, les spécialistes de la DDC voulaient éliminer les pertes que subissaient les petits paysans après la récolte. Les premiers résultats furent peu concluants. Le succès n'est venu que lorsque le projet a introduit des silos métalliques, fourni des instructions précises pour les fabriquer et enseigné leur utilisation aux agriculteurs. La méthode s'est ensuite répandue rapidement dans d'autres pays d'Amérique latine. Elle pourrait même traverser l'Atlantique : avec l'appui de la DDC, le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (Cimmyt) lance actuellement des projets pilotes dans divers pays d'Afrique.

www.postcosecha.net

Dahinden. «Je suis extrêmement sceptique à l'idée d'une aide au développement qui ne se limiterait plus qu'à transférer des fonds anonymes. Une bonne coopération se fonde sur des contacts directs, sur des relations entre les pays et entre les gens.» Ces dernières années, la DDC a eu quelquefois tendance à se comporter comme une fondation, se contentant de financer des projets sans participer activement à leur conception. «À mon avis, ce n'est pas la bonne voie», affirme M. Dahinden. En exigeant plus de suissitude, il entend amorcer un tournant qui devrait aussi transparaître en 2013 dans le nouveau message du Conseil fédéral sur la continuation de la coopération au développement. Selon lui, des interventions s'imposent à deux niveaux : il importe de renforcer «l'approche typiquement suisse» dans la collaboration avec les partenaires et de limiter les activités aux domaines dans lesquels la Suisse dispose d'un avantage comparatif.

Grand potentiel des thèmes suisses

À l'instar d'autres agences de développement, la DDC a déjà sensiblement réduit la variété de ses secteurs d'intervention, afin de canaliser ses forces et d'accroître l'efficacité de son aide. M. Dahinden entend poursuivre cette concentration : à l'avenir, la DDC va se focaliser sur les domaines dans lesquels elle excelle. «La Suisse est le château d'eau de l'Europe. Nous disposons d'un vaste savoir-faire dans la gestion et l'exploitation de l'eau. L'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (Eawag) figure parmi les meilleurs centres de recherche du monde en la matière. La multinationale Nestlé, qui investit dans l'eau aux quatre coins de la planète, a son siège en Suisse. De son côté, la DDC a accumulé des expériences depuis des décennies et elle compte des succès remarquables à son actif.» Ce sont là d'excellentes conditions pour que la DDC puisse jouer à l'ave-

nir un rôle prépondérant au niveau international sur le thème de l'eau, même si elle reste un donateur modeste. M. Dahinden perçoit un potentiel similaire dans les domaines de la santé, de la formation professionnelle et de la microfinance.

Les revers de la concentration

Malgré ses avantages indéniables, la concentration thématique comporte aussi des inconvénients et des risques. «En se spécialisant fortement sur certains domaines, les agences de développement agiront davantage dans leur propre intérêt et elles essayeront de vendre à leurs partenaires ce qui fait partie de leur offre», craint Melchior Lengsfeld, secrétaire général d'Helvetas.

Anton Stadler, chef de la section Analyse et politique à la DDC, conteste les fondements mêmes d'une coopération basée sur les spécialités des pays donateurs : «Le développement doit être conçu en collaboration avec une collectivité bien organisée et respecter la volonté de la société du pays concerné. Il ne peut être le résultat des avantages comparatifs d'un donateur se trouvant par hasard dans ce pays», écrit-il dans un texte sur la suissitude et la visibilité de la coopération au développement.

Michèle Laubscher, d'Alliance Sud, reconnaît qu'une palette thématique très profilée peut présenter des aspects positifs. «Mais les problèmes apparaissent lorsque cette offre ne répond pas aux besoins des pays prioritaires», ajoute-t-elle. Par ailleurs, on risque de «perdre la vue d'ensemble» en se concentrant sur un petit nombre de domaines choisis par la Suisse.

Courage et fiabilité

Avant de renforcer «l'approche suisse typique», il faut commencer par se demander si elle existe vraiment et comment elle est perçue par les partenaires. Des sondages montrent certes qu'elle est largement



Sven Tofim/lair

Le Malien Mamadou Goïta estime que, dans son pays, l'une des caractéristiques de la coopération suisse est de faire preuve de souplesse et de tenir compte des exigences sociales – notamment dans l'éducation

appréciée – il ne faut toutefois pas confondre typique et unique. Les termes qui reviennent le plus souvent pour qualifier la coopération suisse sont fiabilité, écoute du partenaire, goût de l'innovation et souplesse.

Pour rédiger son ouvrage *La coopération entre la Suisse et l'Inde. Au-delà des clichés de la pauvreté et du miracle économique*, le spécialiste suisse du développement Richard Gerster est allé enquêter sur place. Il conclut que c'est surtout le mode de coopération qui compte: «La suissitude consiste à placer le partenaire au centre, à promouvoir ses compétences personnelles et institutionnelles, à lui céder le pas et à rester soi-même en retrait.»

Mamadou Goïta, directeur exécutif de l'Institut malien de recherche et de promotion des alterna-

tives en développement, est du même avis: «La Suisse a obtenu de meilleurs résultats que d'autres donateurs au Mali, parce que nous avons conçu les projets ensemble en avançant pas à pas. Cette manière de faire nous a fourni la souplesse nécessaire pour tenir compte des exigences sociales.» Mamadou Goïta qualifie d'unique la manière dont la coopération suisse a su associer un engagement au niveau gouvernemental avec des programmes régionaux et locaux. Il s'exprime toutefois au passé quand il évoque ce partenariat. «Aujourd'hui, la Suisse se distingue de moins en moins des autres donateurs. La bureaucratie prend le dessus, ce qui étouffe la créativité. Les échanges entre partenaires ont pratiquement disparu. Il n'y a plus de place pour expérimenter de nouveaux instruments.»

Approches innovantes

«La décentralisation est un catalyseur fantastique», affirme Melchior Lengsfeld, secrétaire général d'Helvetas. «Les 700 nouvelles communes créées au Mali ont construit davantage d'infrastructures rurales en quatre ans que ne l'avait fait l'État central pendant quatre décennies.» Depuis les années 90, la décentralisation est un thème central de la coopération. La Suisse soutient ce processus dans plusieurs pays partenaires, en s'attachant surtout à renforcer les structures locales. «Nous sommes convaincus de l'importance des comités villageois, c'est là une position typiquement suisse», note Melchior Lengsfeld, qui a dirigé pendant trois ans le programme d'Helvetas au Mali. Outre les soins de santé et l'approvisionnement en eau, la formation scolaire initiale compte aujourd'hui parmi les tâches des communes maliennes. Cela permet d'améliorer le système éducatif «en commençant par le bas». Les approches innovantes, qui ont créé des écoles primaires adaptées au contexte local, seront désormais ancrées dans le système étatique avec l'appui de la DDC.



La Suisse concentre son aide sur des domaines comme la santé (ci-dessus, prévention de la malaria au Burkina Faso) et la formation professionnelle (à droite, Bangladesh)

Mobilisation de tous les acteurs

« L'un des principaux atouts de la coopération suisse au développement, c'est qu'elle est perçue comme désintéressée », estime Melchior Lengsfeld. Petit pays dépourvu d'ambition politique et sans grand poids économique, la Suisse a d'emblée fondé son aide sur la solidarité avec les populations locales.

Le large ancrage de ses programmes est une autre particularité régulièrement citée : « La conscience que la coopération requiert la mobilisation de tous, voilà qui est typiquement suisse à mon avis », relève Michèle Laubscher. « Tant la DDC et le Seco, organismes étatiques, que les organisations non gouvernementales (ONG) suisses appliquent clairement une approche multi-acteurs. Ils collaborent à différents niveaux et avec différents partenaires, comme les mouvements sociaux, les collectivités, les communes, les gouvernements, mais aussi les entreprises privées. »

Une collaboration pragmatique, comprenant une répartition efficace du travail, s'est instaurée en particulier dans les pays prioritaires, où la Suisse intervient depuis des années. Elle pourrait incarner la suissitude : les ONG suisses s'attachent surtout à soutenir leurs organisations partenaires locales ; de leur côté, la DDC et le Seco œuvrent au plan institutionnel, aidant par exemple les services administratifs et le gouvernement à renforcer les institutions et à formuler des législations. C'est seulement en reliant ces différents niveaux et en regroupant des projets isolés au sein de programmes complets que l'on peut garantir un développement durable.

« Ces quarante dernières années, la DDC a progressivement renoncé à réaliser des petits projets, comme la construction d'écoles ou de fromageries. Aujourd'hui, elle soutient la formation d'enseignants ou de personnel médical ; elle conseille les ministères et les communes sur la manière de gé-

« C'est ce que nous changeons qui compte, et pas seulement combien nous payons. »

Martin Dahinden, directeur de la DDC

rer des budgets; elle les aide à développer des infrastructures. À l'avenir, il conviendra d'améliorer les conditions qui prévalent pour la société civile, afin d'assurer la durabilité par le bas.» Voilà comment Michèle Laubscher résume l'évolution de la coopération au développement.

La combinaison gagnante

L'aide budgétaire générale ou sectorielle constitue l'un des principaux instruments de renforcement des capacités au niveau de l'État: les donateurs injectent directement des ressources dans le budget national. Cette forme d'appui s'accompagne d'un dialogue régulier entre les bailleurs de fonds et le gouvernement partenaire sur les objectifs et les stratégies. La Suisse contribue par exemple au financement du budget national en Tanzanie, au Burkina Faso, au Mozambique et au Ghana. «La DDC peut ainsi faire intervenir son expérience du terrain dans le dialogue politique au plus haut niveau», relève Richard Gerster, qui a étudié sur mandat du Seco l'engagement de la Suisse dans l'aide budgétaire. «Nous devons notre réputation à cette combinaison entre le travail sur le terrain et l'appui budgétaire. Grâce à elle, nous avons souvent beaucoup plus de poids dans le dialogue que ne laisserait présager notre contribution financière, relativement modeste en comparaison internationale.»

Défis mondiaux

Le débat sur la visibilité et la suissitude soulève aussi la question du rôle que la coopération doit jouer dans l'agenda politique suisse. Est-elle une contribution solidaire axée sur les besoins des pauvres? Ou bien sert-elle avant tout les intérêts de la Suisse? La réponse appartient aux milieux politiques et non à la DDC. «Nous faisons partie intégrante de la politique extérieure de la Suisse, déclare Martin Dahinden. Nous devons montrer et affirmer ce que nous faisons. Cependant, il ne faut pas que nos activités tendent en premier lieu à accroître notre visibilité ou qu'elles visent d'autres objectifs que la réduction de la pauvreté. Si cela devait être le cas, j'y mettrais le holà.»

Mais la coopération peut contribuer à résoudre des problèmes mondiaux. C'est pourquoi le directeur de la DDC pense qu'il convient de la mettre davantage en lien avec d'autres domaines politiques, comme le changement climatique et les flux migratoires: «Développement et migrations sont étroitement liés. Nous devons donc, nous aussi, intervenir dans ce domaine, même si nombre de nos collaborateurs ne sont pas d'accord avec la politique suisse d'asile.» Le risque subsiste cependant que des fonds destinés au développement servent à financer des mesures restrictives contre les réfugiés.



Michèle Laubscher estime que ce risque n'est pas une fatalité et que les agences de développement peuvent parfaitement fournir un travail constructif dans le domaine des migrations. Et d'illustrer son propos par un exemple: «La DDC pourrait inviter des artisans ou des infirmières originaires de pays prioritaires à venir travailler pendant un certain temps en Suisse. Ce séjour leur permettrait de se perfectionner professionnellement et d'acquérir de nouvelles expériences dont ils tireraient profit à leur retour. Ils gagneraient de l'argent qui repartirait vers leur pays et on verrait s'établir des échanges humains.» Une idée pleine de promesses et correspondant à la définition de la suissitude: novatrice, partenariale et efficace. ■

(De l'allemand)

« Les drapeaux sont dépassés »

Il est bon que les donateurs se spécialisent, mais pavoiser est une habitude surannée. C'est l'avis d'Eckhard Deutscher, président du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Dans un entretien avec Gabriela Neuhaus, il attribue de bonnes notes à la Suisse pour sa coopération au développement, tout en estimant qu'elle peut faire mieux.



Eckhard Deutscher est depuis 2008 président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. À ce titre, il a dirigé la dernière évaluation (« examen par les pairs ») de la coopération suisse au développement. Cet Allemand né en 1949 à Hessen a étudié à Francfort les sciences sociales, la philosophie et la coopération au développement. Il a enseigné dans des universités en Allemagne, au Mexique et au Pérou. Il a travaillé cinq ans pour la Fondation Friedrich Ebert au Costa Rica, avant de diriger de 1991 à 2000 la Fondation allemande pour le développement international (aujourd'hui Inwent) à Bonn. De 2002 à 2006, Eckhard Deutscher a été administrateur à la Banque mondiale à Washington.

Un seul monde: Comment la communauté internationale perçoit-elle la suissitude dans la coopération au développement?

Eckhard Deutscher: La Suisse doit « vendre » sa coopération auprès de l'opinion et du Parlement. De mon point de vue, cela fait partie d'un débat interne sur la question de savoir comment se profiler et communiquer une politique de développement. Cette préoccupation se manifeste aussi dans d'autres pays donateurs.

Quel sens peut avoir ce genre de label nationaliste, alors que la mondialisation croissante demande des solutions globales?

Il ne s'agit pas de trouver ou de défendre une marque. La question est de savoir quelles contributions particulières peuvent apporter les différents pays, quelle est leur « valeur ajoutée ». Ainsi, les membres de l'Union européenne se spécialisent dans certains secteurs pour éviter que chacun touche à tout. Les États-Unis se limitent aux thèmes suivants : santé, sécurité alimentaire, agriculture, commerce et gouvernance. Cette tendance à fixer des priorités et à développer des spécialités est une bonne chose. Tout le monde ne peut pas tout faire, nous devons nous répartir le travail. Il faut que chaque donateur examine dans quels domaines il a de l'expérience et quels peuvent être ses apports spécifiques.

Et quel serait, à vos yeux, le rôle de la Suisse?

Les atouts de la coopération suisse se situent essentiellement dans sa manière de travailler. Nous les avons énumérés dans notre dernier examen par les pairs : proximité avec les partenaires, flexibilité sur le terrain, prévisibilité des investissements. Par ailleurs, la Suisse se montre innovante, réalisant une multitude de projets pilotes. Son aide humanitaire est bien intégrée dans la coopération à long terme. Enfin, elle possède un important savoir-faire en matière de prévention des risques. S'il est nécessaire de vendre tout cela sous le label « suissitude », je suis d'accord.

Cette volonté de mieux profiler l'aide est associée chez les donateurs au souci d'ac-

croître la « visibilité » de leurs actions. Qu'est-ce que cela apporte à la coopération?

Le problème, c'est que la coopération dans son ensemble est devenue un business. Tous les acteurs sont en concurrence. Ils veulent d'ailleurs entretenir un esprit de compétition. C'est extrêmement ambigu. Je comprends, dans un certain sens, que l'on mette en valeur son pays en placardant des labels sur les voitures et les projets. L'ancien ministre allemand des affaires étrangères, par exemple, voulait toujours voir le drapeau national sur les projets de son pays. Je trouve cela dépassé. Nous avons affaire ici à des investissements relevant de la politique de développement, qui doivent provoquer des changements dans les pays pauvres. Pour nos partenaires du Sud, peu importe que ces investisse-





Mark Henley/Paros/Stratos

L'aide au développement est devenue un business, dans lequel les donateurs sont en concurrence (par exemple au Congo, page de gauche). Selon Eckhard Deutscher, la coopération suisse pourrait se profiler davantage en collaborant avec l'économie privée.

ments proviennent de Suisse, d'Italie ou de Scandinavie.

« Il ne faut pas confondre coopération et charité. »

Vous estimez judicieux que les agences de développement se spécialisent. Quelle direction devrait – ou pourrait – prendre la Suisse afin d'accentuer davantage le profil de sa coopération ?

Il est important que la Suisse se trouve des créneaux. Il y a des besoins considérables dans le renforcement des capacités : nous ne pouvons pas nous contenter d'appeler les États à pratiquer une bonne gouvernance ; nous devons aussi montrer comment on met en place des institutions politiques et des systèmes transparents. C'est un domaine relativement bien délimité dans lequel il est urgent de s'engager davantage, ce que la Suisse pourrait faire sur la base de ses expériences passées.

Quels sont les points faibles de la coopération suisse ? Comment y remédier ?

« C'est à l'étranger que la Suisse s'enrichit. » J'ai lu cette phrase récemment au Musée national à Zurich. Et je me suis demandé si l'on ne pourrait pas travailler davantage dans cette direction. La Suisse

devrait avoir tout intérêt à utiliser indirectement la coopération comme outil pour s'implanter sur le marché mondial. Il vaudrait la peine de réfléchir à la manière dont l'économie privée – l'industrie pharmaceutique par exemple – pourrait collaborer (sur le plan conceptuel également) avec les agences suisses de développement. Les milieux politiques n'utilisent pas suffisamment l'instrument de la coopération pour faire valoir les intérêts économiques de la Suisse dans le monde.

Peut-on instrumentaliser ainsi la coopération au développement ? L'aide vise en priorité à améliorer les conditions de vie des pauvres, et non pas à optimiser les activités économiques de l'un des pays les plus riches du monde.

Il ne faut pas confondre coopération et charité. Cela fait longtemps qu'il n'est plus question d'aider, mais de défendre ses intérêts bien compris en investissant dans des projets de développement. Il s'agit d'investissements dans l'avenir, qui doivent façonner la mondialisation. La politique de développement peut jouer un rôle important à cet égard et elle n'a pas à en rougir. Contrairement à d'autres, par exemple à la politique commerciale qui ne fait que réguler, elle réalise un travail de prévention : ses investissements dans les pays du Sud font reculer la pauvreté, ce qui a pour effet de freiner les migrations ou de faciliter l'adaptation aux changements climatiques. ■

(De l'allemand)

Le rapport du CAD

Le CAD a présenté en novembre 2009 son dernier rapport d'évaluation de la coopération suisse au développement. Les experts qui ont mené cet « examen par les pairs » ont adressé à la Suisse des louanges pour la qualité de sa coopération. Mais ils ont aussi formulé quelques critiques. L'une porte sur le volume de l'aide publique suisse au développement : celle-ci se chiffre à 2,2 milliards de francs ou 0,42% du revenu national brut, un taux inférieur à la moyenne de 0,47% affichée par les pays membres de l'OCDE. Le CAD recommande de porter rapidement cette aide à 0,5% et d'atteindre à plus long terme l'objectif de 0,7% fixé par l'ONU. D'autres défauts pointés par ce rapport sont un manque de cohérence de la politique suisse de développement ainsi qu'une communication lacunaire. www.ddc.admin.ch (rechercher : examen par les pairs)



Des ponts suspendus à la promotion de la paix

À la fin des années 50, la Suisse envoyait au Népal des techniciens agricoles pour y construire des fromageries. Les méthodes de la coopération au développement ont considérablement évolué depuis lors : aujourd'hui, la Suisse combat la discrimination économique et sociale, mène un dialogue politique avec les autorités et intervient au niveau diplomatique.

(gn) Elisabeth von Capeller, cheffe du bureau de la coopération suisse au Népal, a passé en février trois semaines à voyager dans le centre du pays. Elle a examiné, avec son équipe et des partenaires locaux, si les résultats escomptés avaient été atteints, si des changements imprévus demandaient de nouvelles décisions et comment le travail pourrait être amélioré. «Je vais souvent discuter avec les gens qui sont sur place. Nous analysons la situation et adaptons nos projets aux circonstances du moment, car le Népal reste un pays en conflit», raconte-t-elle. «Ce travail sur le terrain est essentiel, car il faut connaître le contexte pour obtenir de bons résultats et conduire le dialogue politique en se référant à des expériences concrètes.»

La compétence prime sur l'omniprésence

La phase épineuse de la guerre civile a mis en évidence les multiples interactions entre projets de développement, politique et société ; il en est résulté une réorientation des projets menés par la DDC au Népal. Constatant que le conflit a des causes aussi bien sociales qu'économiques et que ces deux dimensions doivent être prises en compte si l'on veut assurer la paix, on s'est alors concentré sur les catégories de population discriminées socialement ou économiquement.

«La Suisse a maintenu son engagement au Népal même dans les périodes difficiles», répond Bishnu Raj Upreti, spécialiste des conflits. «Au lieu de se retirer, comme beaucoup d'autres donateurs, des zones en guerre, la Suisse a diversifié ses instruments et tient compte actuellement de cette problématique dans la gestion de ses projets.»

Au Népal comme ailleurs, la Suisse ne dispose pas d'un budget comparable à ceux des grands pays donateurs. Son atout réside dans la concentration sur certains thèmes, estime Bishnu Raj Upreti. «La Suisse n'essaie pas d'intervenir partout, mais se limite à ses domaines de compétence. Elle est en outre le seul donateur à adopter une approche globale : départements et institutions suisses s'inspirent tous des mêmes principes directeurs, ce qui est bien entendu un excellent moyen d'atteindre les objectifs généraux que l'on s'est fixés.»

Ils construisent désormais leurs ponts eux-mêmes

Les premiers coopérants suisses – fromagers, éleveurs et architectes – sont arrivés au Népal en 1958. Ce fut le point de départ d'une multitude de projets centrés sur l'agriculture, l'économie forestière, la formation professionnelle ainsi que la construction de routes et de ponts. Vu la tradition de colla-



La construction de ponts suspendus au Népal porte le label de la suissitude. Forte de la confiance gagnée en un demi-siècle de coopération dans ce pays, la Suisse a participé à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'accord de paix.

boration harmonieuse entre les organisations non gouvernementales suisses et la DDC au Népal, les partenaires locaux perçoivent généralement l'engagement helvétique comme un tout.

Dès les premières années, la Suisse a soutenu la réalisation de ponts suspendus qui relient entre eux des villages isolés et leur donnent accès aux circuits commerciaux. La planification systématique de ces infrastructures a débuté au milieu des années 60, pour déboucher en 1972 sur un programme spécifiquement consacré aux ponts suspendus. Au début, les coopérants fournissaient surtout un appui technique à la construction, mais peu à peu, ils se sont aussi intéressés au développement villageois, au commerce local ainsi qu'à la formation d'artisans, d'ingénieurs et de fonctionnaires.

Actuellement, le Népal a suffisamment de compétences propres pour construire plus de 200 nouveaux ponts par année. Le gouvernement en a délégué la responsabilité aux autorités des districts et des villages. Désormais, la Suisse se contente d'alimenter – avec d'autres donateurs – un fonds consacré à la poursuite des travaux de construction et de fournir des conseils techniques au gouvernement. «Au cours des trente dernières années, nous avons porté le programme de ponts suspendus au point où nous pouvons maintenant le confier à l'État népalais. C'est une réalisation qui porte le label de la suissitude», se réjouit M^{me} von Capeller.

Activité diplomatique

Avec l'aggravation du conflit entre le gouvernement et les rebelles maoïstes, la Suisse a multiplié

dès 1998 les mesures destinées à promouvoir la paix. Et lorsque la situation s'est encore détériorée au printemps 2005, l'ONU a envoyé sur place une commission des droits de l'homme constituée sur la base d'une initiative helvétique.

Après le renversement de la monarchie, la Suisse a soutenu activement l'élaboration et l'application de l'accord de paix. «Notre engagement de longue date ainsi que notre connaissance approfondie du pays et des gens nous ont ouvert les portes de la collaboration avec les représentants politiques. C'est ainsi que nous avons pu participer au processus de paix», se souvient Elisabeth von Capeller.

La suite logique de cet engagement diplomatique a été l'ouverture d'une ambassade suisse à Katmandou en été 2009. La Suisse entend poursuivre son action à l'avenir, aussi bien au niveau politique que sur le terrain, afin d'améliorer les conditions de vie des plus démunis et de promouvoir la paix au Népal. Interrogé sur sa vision du partenariat futur entre la Suisse et son pays, Bishnu Raj Upreti répond: «Le Népal se trouve confronté à de nouveaux défis. Les problèmes liés à la politique commerciale, à la sécurité alimentaire ou aux migrations ne peuvent plus être abordés isolément, à l'échelle d'un seul pays. Ils requièrent une approche régionale, qui doit aussi être celle de la DDC. D'autre part, je souhaiterais davantage d'investissements dans la science et la recherche.» ■

(De l'allemand)

Un drapeau en guise de protection

Depuis les violences de la guerre civile népalaise, un drapeau rouge à croix blanche orne les véhicules utilisés par les collaborateurs des projets helvétiques. «Cette visibilité a pour but de protéger notre personnel», explique Elisabeth von Capeller. «Durant la guerre, il était vital que les maoïstes et l'armée gouvernementale nous reconnaissent immédiatement – et comme la situation reste tendue, nous avons maintenu ce signal. Nous informons par ailleurs les bénéficiaires de nos projets et activités à l'aide de tableaux et d'exposés publics. Nous leur expliquons notamment comment l'argent est réparti. Cette forme de visibilité est une manière de rendre des comptes aux villageois.»

La démocratie directe peut briser les fronts formés le long des divisions ethniques et linguistiques, favorisant ainsi la paix et la stabilité. Cela la rend d'autant plus intéressante pour la Bosnie et Herzégovine.

Hollandse Hoogte / aif



L'influence d'un mythe

Le système politique helvétique, qui est pour certains l'incarnation même de la suissitude, ne pourrait pas s'appliquer tel quel dans un autre pays. Néanmoins, un examen des atouts et des faiblesses de la démocratie directe fournit des enseignements utiles – par exemple à la Bosnie et Herzégovine, engagée dans une réforme de sa Constitution.

La Suisse et la Bosnie

Pendant la guerre, de nombreux habitants de Bosnie et Herzégovine se sont réfugiés en Suisse. Les relations établies alors perdurent aujourd'hui. C'est l'une des raisons pour lesquelles ce pays a adressé diverses demandes à la Suisse. Les cantons de Genève, du Jura, de Fribourg et de Berne vont mettre sur pied une équipe de spécialistes qui conseilleront les ministères de la santé de la Fédération de Bosnie et de la Republika Srpska dans l'élaboration d'un concept visant à améliorer la formation, la mise en réseau et la prévention dans le domaine de la santé psychique. Sur demande de la Bosnie et par l'entremise de la DDC, le ministère public zurichois appuiera quant à lui la mise en place d'organismes de poursuite pénale.

(gn) «La Suisse jouit d'un rayonnement indéniable à l'étranger. Elle est souvent perçue comme la preuve vivante que, grâce au fédéralisme et à la démocratie, plusieurs cultures peuvent vivre pacifiquement sous un même toit.» C'est ainsi que Nenad Stojanovic résume son expérience du mythe helvétique. Sur mandat de la DDC, ce politologue suisse d'origine bosniaque suit un projet de réforme constitutionnelle que le Centre des droits de l'homme de l'Université de Sarajevo réalise en collaboration avec le Centre pour la démocratie d'Aarau.

Les divers ateliers du projet réunissent politiciens, conseillers politiques, journalistes et étudiants. Ils visent à fournir des bases aux décideurs pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui respecte les normes de la Convention européenne des droits de l'homme.

Premiers résultats

«L'exemple de la Suisse montre bien comment fonctionnent les institutions et quelle est leur influence», indique Nenad Stojanovic. Il ne veut surtout pas idéaliser la Suisse ou copier son système. Cela ne serait d'ailleurs ni possible ni souhaitable. À son avis, un examen approfondi des institutions suisses peut néanmoins aider à mettre en œuvre les réformes nécessaires en Bosnie.

L'essentiel, c'est que les participants aux ateliers ne se limitent pas à une approche théorique, mais qu'ils puissent découvrir sur place comment fonctionnent la politique, les autorités et les institutions helvétiques. Une visite à l'Assemblée constituante genevoise, en juillet 2009, leur a montré qu'il n'est pas facile de trouver un consensus, même en Suisse, et que les conflits font partie du processus politique.

Certes, il est impossible de comparer la situation en Suisse avec celle qui règne en Bosnie et Herzégovine. Cependant, Nenad Stojanovic reste convaincu que la démocratie directe peut également promouvoir la paix et la stabilité dans ce pays: «Dans un tel système, les coalitions se font et se défont en fonction du contenu des référendums. Son instauration peut briser les fronts formés le long des divisions ethniques et linguistiques, et donc favoriser la cohésion du pays.»

Les échanges entre la Suisse et cet État des Balkans ont déjà donné des résultats: fin 2009, une alliance réunissant des communes de toute la Bosnie a présenté une proposition qui vise à introduire la démocratie directe dans la Constitution; elle a récolté plus de 30 000 signatures en un temps record pour appuyer cette idée. ■

(De l'allemand)

Faits et chiffres

Suissitude et coopération au développement

Consacré à la coopération internationale et à la politique de développement, le réseau www.interportal.ch est financé et géré par une cinquantaine d'organisations suisses. On trouve sur ce site des rapports, des dossiers, des informations sur des campagnes et des manifestations, ainsi que des liens utiles.

Interportal.ch est une plateforme pour les nombreuses ONG suisses qui travaillent dans la coopération au développement. Il contient des liens vers chacune d'elles.



Liens utiles

www.swissworld.org

Portail du DFAE et de Présence suisse sur la marque Suisse

www.ige.ch (recherche: «suissitude» ou «swissness»)

L'Institut fédéral de la propriété intellectuelle aborde sur son site tous les aspects juridiques de la suissitude

www.swissbrandexperts.ch

Le site de Swiss Brand Experts SA propose un test de suissitude destiné aux entreprises



Richard Gerster

L'avis des professionnels

«Depuis une dizaine d'années, la suissitude gagne du terrain. La marque Suisse est un bon élément publicitaire, car l'image de la Suisse reste extrêmement positive», déclare Sven Reinecke, professeur

assistant en marketing à l'Université de Saint-Gall et coauteur de l'étude *Swissness Worldwide*.

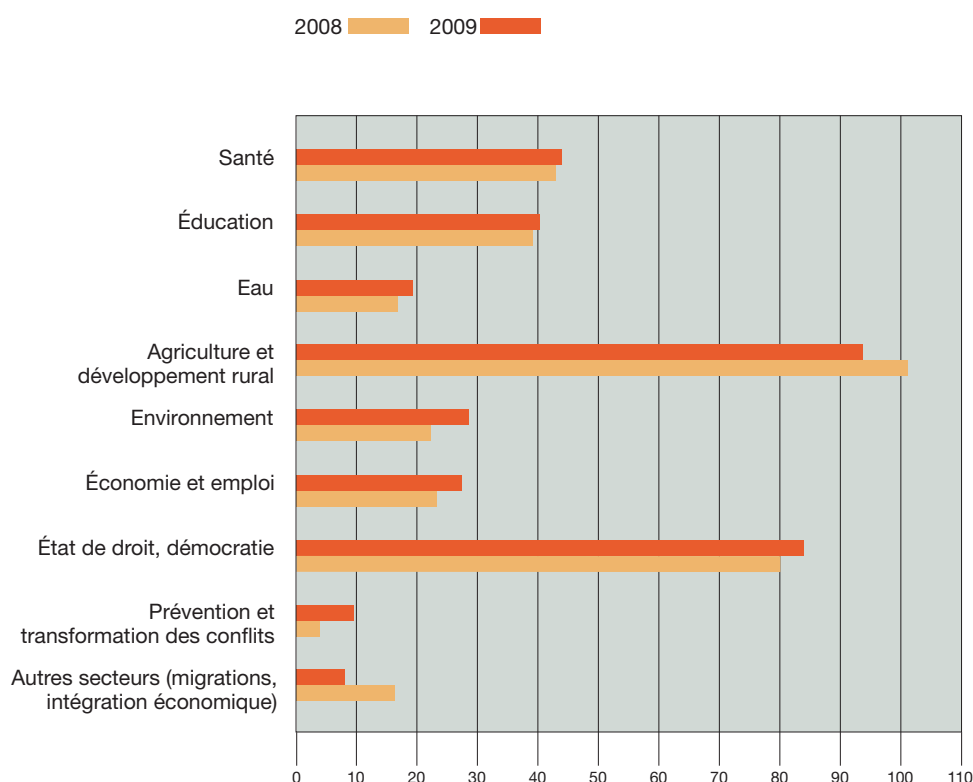
Thomas Harder, directeur de la société de conseil Swiss Brand Experts, attribue le profil de la marque Suisse à 19 caractéristiques qui font son succès. En voici quelques-uns: «fiabilité et confiance», «réserve et modestie», «excellente qualité et perfectionnisme».



Tomas Munta / lat

Dix domaines thématiques

En 2008/2009, la DDC a concentré les activités de sa coopération bilatérale sur les domaines thématiques suivants (en millions CHF):



Bibliographie

Richard Gerster: *La coopération entre la Suisse et l'Inde. Au-delà des clichés de la pauvreté et du miracle économique*, éditions Favre, Lausanne 2008

Stephan Feige, Benita Brockdorff, Karsten Sausen, Peter Fischer, Urs Jaermann, Sven Reinecke: *Swissness Worldwide* (étude internationale sur la perception de la marque Suisse), éditions Thexis, juillet 2008

Bishnu Raj Upreti, Nicole Töpperwien, Markus Heiniger (éd.): *Peace Process and Federalism in Nepal. Experiences, reflections and learning*. South Asia Regional Coordination Office, Pôle de recherche national Nord-Sud, 2009



Johannes Dieterich (3)

L'apartheid? Connais pas!

L'Afrique du Sud est non seulement la première puissance économique du continent noir, mais également une mosaïque de minorités ethniques. Les grandes cités de la «nation arc-en-ciel» ont vu émerger ces dix dernières années une génération de jeunes professionnels noirs qui ont grandi dans les townships. Ils reflètent aussi bien la dynamique que les problèmes inhérents à l'évolution récente de ce pays. De Johannes Dieterich*.

Vendredi après-midi chez Mimmo. La semaine de travail est finie, le ciel se teinte de rouge, le temps s'arrête. Mpho est assis, avec ses amis Thando et Ismael, à la terrasse de ce restaurant à la mode situé dans le centre commercial de Rosebank, le plus huppé de Johannesburg. Les trois hommes, âgés de 24 ans, ont commandé de la bière de luxe italienne Peroni. Leurs sujets de conversation sont les mêmes que ceux de tous les *yuppies* (young urban professionals) du monde : petites amies, carrière, vacances.

Seul leur langage est différent. C'est un amalgame très spécial, intelligible pour les initiés uniquement : le *tsotsi-taal*, argot des townships, mêle les onze langues officielles de l'Afrique du Sud. «Ye khuqina!» (buvons-en une autre), dit Mpho.

Les ghettos sont devenus une référence

Il n'y a pas d'endroit plus stratégique que Rosebank pour pratiquer le sport favori de notre trio – une sorte de jeu de classification. «Il me suffit de voir les vêtements d'une personne pour savoir d'où elle vient», affirme Mpho. Pour en donner la preuve, il porte son regard sur une femme qui se promène couverte de bijoux dorés et la qualifie de *larney*, un mot qui veut dire «homme blanc» en *tsotsi-taal* ou «personne riche» par extension. La dame en question appartient à la catégorie des *black diamonds*, les nouveaux riches de l'élite noire qui

frappent plus encore par leur apparence que par leur prolifération.

Numériquement, les «diamants noirs» sont toutefois dépassés par d'autres groupes sociaux : d'une part les Blancs aisés, portant des vêtements de marque classiques, qui flânent à travers le centre commercial ; d'autre part les étudiants en jeans et tee-shirts, une armée multicolore si l'on se réfère à la couleur de leur peau. On croise aussi à Rosebank des ouvriers en bleus de travail ou en habits confectionnés dans des usines chinoises, mais leurs rangs sont plutôt clairsemés.

Notre trio se classe lui-même dans un genre bien à part, celui de la *loxion culture*. Mpho nous explique le sens de cette expression : *loxion* est dérivé de *location*, un terme anglais utilisé autrefois pour désigner les townships, ces agglomérations satellites dans lesquelles les maîtres de l'apartheid entassaient la population noire. Mpho a grandi dans le township de Vosloorus, à 20 km de Johannesburg, où vivent aujourd'hui encore exclusivement des Noirs. Le fait qu'il ait passé sa jeunesse dans une *location*, et non pas, comme toujours davantage de jeunes Noirs, dans un des quartiers autrefois réservés aux Blancs, représente pour Mpho quelque chose de fondamental : «Nous sommes nettement plus durs, pas aussi efféminés que les bébés de la ville», affirme-t-il. Comme signes de ralliement, les jeunes de la *loxion culture* portent souvent des





Pour Mpho (à gauche), 24 ans, tout va pour le mieux sur le plan privé et professionnel. Cependant, sa patrie restera toujours le township de Vosloorus (ci-dessus), le plus pauvre de Johannesburg.

pantalons baggy américains, des lunettes solaires de marque et des chapeaux extravagants.

Structures familiales en déliquescence

Mpho loue un appartement dans un quartier respectable de Johannesburg. Mais il ne manque pas une occasion de revenir passer un moment dans la maisonnette de sa mère, où une petite chambre lui est toujours réservée. « Tu peux extraire un gars de la location, mais tu ne peux pas extraire la location de ce gars », rigole-t-il. Vosloorus a beau être bien plus pauvre que Johannesburg et ses maisons minuscules si on les compare avec les villas de la métropole — mais c'est chez lui. Et c'est vivant.

Mpho passe tout le samedi chez son père, où a lieu une cérémonie de *welcome home* : il s'agit pour lui de renouer avec sa famille paternelle, qu'il avait perdue de vue depuis le divorce de ses parents. L'événement se fête avec de la bière de froment africaine et des prières chrétiennes : cette pratique exprime une fusion colorée de coutumes et un combat désespéré contre le démantèlement des structures familiales, phénomène qui frappe tout particulièrement les Noirs en Afrique du Sud.

La tradition politique veut que l'on se sente lié au Congrès national africain (ANC). « Cela va autant de soi que d'utiliser Omo pour la lessive », explique Mpho. Il avait tout juste cinq ans lorsque Nelson

Mandela est sorti de prison. Il ne peut pas se souvenir du combat pour la liberté qui a profondément marqué les Sud-Africains noirs de la génération précédente. Les symboles nationaux, tels que le soulèvement étudiant de Soweto, ne sont rien d'autre pour lui que des images : « Cela ne me dit pas grand-chose. » Alors que la politique a captivé tous les Sud-Africains intelligents pendant des décennies, Mpho la trouve « barbante » ou même « répugnante » : les politiciens n'en veulent qu'à ses impôts et la grande majorité d'entre eux sont corrompus.

Le délabrement de l'école publique

Dimanche soir, 20 heures — le moment est venu de se rendre au Hurricane. Organisée dans une rue ordinaire du township, cette disco en plein air se tient exclusivement ce jour-là : des centaines de jeunes vont danser jusque tard dans la nuit au rythme de la musique house ou du kwaito. Autrefois, les trois amis se laissaient emporter par l'« ouragan » dimanche après dimanche. Selon Thando, il s'est avéré que Mpho attirait les filles comme un aimant. Le héros de ces dames savait en plus rester toujours attentif à ses amis. Comment expliquer le charme de ce danseur passionné ? Thando n'a aucun doute là-dessus : cela tient à « la confiance en lui instillée par sa mère ».

Déséquilibre dramatique

L'opposition politique sud-africaine réclame l'état d'urgence nationale en matière d'éducation. Elle s'inquiète de constater qu'en 2009, seuls 60% des bacheliers ont réussi leur examen ; le taux d'échec a été très élevé parmi les élèves de couleur. Cela tient à l'état catastrophique des écoles « noires », qui dispensent en moyenne 3,5 heures de cours par jour, au lieu des 6,5 prévues. La faute en incombe surtout aux enseignants, qui manquent de discipline et se mettent fréquemment en grève. Conséquence : bien que la scolarité soit obligatoire et que 98% des enfants commencent effectivement l'école, seuls 26% des Noirs tentent de passer la maturité, contre 73% chez les Blancs. Le déséquilibre est encore plus frappant au niveau universitaire : seuls 1,8% des Noirs sont diplômés (16,8% de Blancs).



Christian Heeb/afif

Les temps changent: alors que la politique a captivé les Sud-Africains pendant des décennies, les jeunes Noirs la trouvent aujourd'hui «barbante» ou même «répugnante»

Multiplification des «diamants noirs»

On considère qu'un des plus grands succès du Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis seize ans, est l'avènement d'une classe moyenne noire. Avec presque 3 millions de personnes, le nombre de *black diamonds* dépasse désormais numériquement celui des Blancs appartenant à la classe moyenne. Mais les Blancs représentent moins de 10% et les Noirs plus de 80% des quelque 45 millions de Sud-Africains. En moyenne, un Blanc gagne toujours dix fois plus qu'un Noir. Il faut toucher un salaire de plus de 7000 rands (environ 1000 francs) pour faire partie de la classe moyenne. Un facteur déterminant de cette progression a été le Black Economic Empowerment (émancipation économique des Noirs). Ce programme gouvernemental impose certains pourcentages d'employés, de cadres et d'actionnaires noirs aux entreprises qui participent à des appels d'offres publics.

Effectivement, la maman de Mpho a offert à son fils ce que l'on pouvait faire de mieux pour un jeune Noir. Au milieu des années 90, elle l'a envoyé dans une école «blanche» à Germiston, ville située à l'est de Johannesburg. Selon les experts, le délabrement total du système scolaire dans les townships constitue le problème le plus brûlant de l'Afrique du Sud actuelle. On impute à cette catastrophe aussi bien la criminalité galopante que le niveau dramatique du taux de chômage et le manque de main-d'œuvre qualifiée, qui paralyse le développement du pays. En grattant les fonds de tiroirs pour offrir à Mpho une scolarité «blanche», sa mère lui a ouvert la porte de sortie du ghetto: «Cela a été l'orientation décisive de ma vie», reconnaît-il.

Mpho et Thando quittent le Hurricane à 23 heures: un emploi stable et une petite amie fixe ont fortement restreint leurs activités festives. À cela s'ajoute la pandémie de sida qui a quelque peu freiné les élans des trois noctambules. «Mais le préservatif est maintenant devenu tout à fait habituel dans notre milieu», affirme Mpho. Aucun de ses amis n'a encore contracté le sida. Pourtant, plus de mille personnes meurent chaque jour de cette maladie en Afrique du Sud. Apparemment, elles n'ont pas pris les avertissements des spécialistes aussi au sérieux que Mpho.

«Si cela ne me plaît pas, je m'en vais»

Lundi matin, 8 heures. Mpho arrive sur Oxford Street, à Rosebank. Il parque sa Toyota devant les bureaux ultramodernes de l'agence Blue Moon, où il travaille comme graphiste depuis une année. Étudiant plutôt moyen, il a commencé par une formation de spécialiste des marques, avant de tra-

vailler à la télévision puis dans un studio de mode. Mpho n'est pas hanté par la crainte de devenir un jour chômeur: «Si je ne me plais pas quelque part, je m'en vais.»

Les jeunes Noirs au bénéfice d'une bonne formation sont aussi recherchés en Afrique du Sud que de l'eau dans le désert: comme le gouvernement exige des entreprises qu'elles respectent un certain quota d'employés noirs, les chefs du personnel s'arrachent les rares candidats qui se présentent. Mpho caresse l'idée de créer sa propre affaire, mais ce qu'il préférerait par-dessus tout, c'est être disc-jockey.

Lundi après-midi, 17 heures. Mpho reprend la voiture pour se diriger vers la station de radio Internet Rhythm 100, où il anime une émission deux fois par semaine. En route, il dit aimer l'Afrique du Sud, ne serait-ce que pour la diversité de ses habitants, et il lance joyeusement: «Je n'arrive pas à imaginer un plus bel endroit pour vivre.» D'accord, tout n'est pas parfait au pays de Jacob Zuma, mais après quelques années encore tumultueuses, le Cap de Bonne-Espérance vivra sans doute la bénédiction d'un ciel sans nuages. Mpho, si sûr de lui, a toutefois un accès d'humeur au micro. Il prie son interlocuteur de le laisser en paix avec son charabia. Nous fermons doucement la porte: comme la nouvelle Afrique du Sud ou la carrière de Mpho, Rome ne s'est pas construite en un jour. ■

**Johannes Dieterich est correspondant pour l'Afrique de différents journaux germanophones, dont la «Frankfurter Rundschau» et le «Tages-Anzeiger»*

(De l'allemand)

Une journée sur le terrain avec...

François Droz, chef du bureau de coopération à Pretoria

Riche, moderne et peuplée majoritairement de Blancs, Pretoria n'a guère besoin d'aide au développement. Si la DDC a installé un bureau dans la capitale administrative de l'Afrique du Sud, c'est pour des raisons historiques et logistiques. D'ici, nous rayonnons dans toute l'Afrique australe. Notre programme régional couvre en effet quatorze pays. Il les aide à faire face ensemble aux grands défis actuels, comme le sida, le changement climatique ou l'insécurité alimentaire, qui se moquent des frontières.

«La DDC soutient l'installation de fours équipés de cheminées verticales, une technologie chinoise améliorée par des experts suisses.»

Ma maison se trouve dans la banlieue résidentielle de Pretoria. Dès le lever du soleil, vers 5 heures, une nuée d'oiseaux s'égosillent autour d'une petite mare. Leur chant me sert de réveille-matin. Aujourd'hui, j'avale un café en vitesse avant de partir pour l'aéroport. Destination : Le Cap, deuxième ville du pays et siège du Parlement.

À 8 heures, j'ai rendez-vous avec Kevin Fruin, représentant de l'Association sud-africaine des producteurs de briques. Notre entretien porte sur l'importation d'une nouvelle technologie qui permettra à ces entrepreneurs de réduire de moitié leur consommation de charbon et leurs émissions de CO₂. Actuellement, les briqueteries utilisent une méthode de cuisson archaïque et extrêmement polluante : elles font brûler les briques à ciel ouvert durant deux semaines. La DDC a décidé de soutenir l'installation de fours équipés de cheminées verticales, une technologie chinoise améliorée par des experts suisses. Nous allons créer une petite société qui assurera le transfert de ce savoir-faire vers les sites de production en Afrique du Sud d'abord, puis dans toute l'Afrique australe.

Vers midi, un taxi me conduit au bureau de Pro



Helvetia, où m'attend le directeur Jasper Walgrave. La DDC, qui cofinance le programme de la fondation dans la région, n'est pas entièrement satisfaite des résultats. Tout en mangeant sur le pouce, nous évoquons la nécessaire réorientation des activités. Jusqu'ici, Pro Helvetia a alloué des aides ponctuelles à de très nombreux artistes, mais une approche plus ciblée s'impose. Le programme devrait renforcer les capacités de cinq ou six institutions culturelles, pour que celles-ci puissent transmettre à long terme des messages importants, par exemple sur la prévention du sida ou contre la corruption.

Je me rends ensuite au Parlement sud-africain pour y rejoindre 22 collègues de la DDC, venus de nos bureaux de coopération en Afrique, qui participent à un atelier d'une semaine sur la gouvernance. Une rencontre est prévue avec Cobus Botes, membre de l'Association des commissions de comptes publics (Apac). Faute de compétences spécialisées, les députés ne sont pas bien armés pour contrôler la gestion financière du gouvernement. C'est pourquoi l'Apac leur donne des cours sur la manière d'analyser les rapports d'audit. Avec l'appui de la DDC, les parlementaires d'autres pays de la région pourraient également suivre cette formation.

Le soir, mes collègues et moi mangeons ensemble dans un restaurant sur le front de mer. L'île de Robben Island n'est qu'à dix kilomètres au large. Nous nous y rendrons demain, avant de reprendre les travaux de l'atelier. Cet ancien pénitencier témoigne d'une époque pas si lointaine où les Noirs étaient systématiquement discriminés, y compris dans l'éducation. L'héritage de l'apartheid pèse encore lourd sur l'Afrique du Sud. ■

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

Des liens utiles

Le programme régional de la DDC en Afrique australe s'articule autour de trois domaines de coopération : bonne gouvernance, lutte contre le sida et gestion des ressources naturelles. On trouve un aperçu de ces grands axes d'intervention sur le portail Internet de la DDC, qui fournit également des indications relatives aux priorités de l'aide humanitaire et des données contextuelles sur les pays de la région. Le bureau de coopération de la DDC à Pretoria présente le programme régional de manière plus détaillée sur son propre site (en anglais seulement).
www.ddc.admin.ch,
 «pays», «Afrique australe»
www.swiss-cooperation.admin.ch/southernafrika

Des rêves dans les townships

Ce matin, j'ai pris ma voiture pour rendre visite à une amie qui vit dans un autre quartier de Mamelodi, township situé à l'est de Pretoria. C'est un jour ouvrable, mais l'endroit est très animé. Les rues grouillent de gens sans activités définies. Des marchands ambulants vendent journaux, cigarettes, fruits, bonbons... Cette partie de ma ville me paraît étrange, les gens ont l'air différent. En conduisant, je me demande comment il se fait que je ne me sente pas en sécurité à deux kilomètres de chez moi. Je parle pourtant la même langue qu'eux, je leur ressemble, je suis des leurs. D'où me vient donc ce sentiment ?

Puis, je comprends brusquement... Bien qu'habitant cette ville, je ne l'ai pas vraiment explorée. Mes préoccupations personnelles m'ont rendue aveugle à la pauvreté qui sévit au coin de la rue. Ce quartier se nomme RDP, l'abréviation anglaise de Programme de développement pour la reconstruction. Il est constitué essentiellement de baraques. Certaines sont impeccablement propres, d'autres moins ; les unes ne comptent qu'une seule pièce, les autres sont plus grandes. Une question me traverse l'esprit : toutes les personnes qui déambulent ainsi dans les rues un jour de semaine sont-elles sans emploi ?

Passant à côté d'un groupe de jeunes hommes, je m'arrête pour aller vers eux. Ils entourent un marchand ambulant. J'achète une orange et quelques friandises. Un des garçons commence à me taquiner (ou peut-être veut-il me flatter, à sa manière). Un autre me demande si je suis perdue. Je lui réponds que je voulais seulement me faire une idée du quartier. Cela lance une longue conversation sur l'inanité d'un gouvernement qui ne se préoccupe pas des gens ou de la pauvreté, son seul intérêt étant de passer des marchés. Certains de leurs commentaires me font beaucoup rire. Puis je retourne à ma voiture. L'un des jeunes hommes me lance : « Il faudra que vous reveniez ! »

Je les quitte avec un regard différent sur la société dans laquelle je vis. Ce quartier perdu de ma ville est peuplé de gens affectueux et sensibles qui partagent le peu qu'ils ont. Ces gars ne sont pas des

voyous, mais des jeunes comme moi. Ils rêvent d'une vie meilleure, ils espèrent quitter un jour le township et habiter un quartier résidentiel, comme les fonctionnaires du gouvernement qui passent des marchés. Ils souhaitent envoyer leurs enfants dans de meilleures écoles. Ce sont de jeunes Sud-Africains passionnés, tout comme moi. Ils attendent et espèrent que la vie leur donnera une chance.



Elsie Nantuli Mampa vit à Pretoria. Âgée de 31 ans, elle travaille pour une organisation non gouvernementale internationale, exerçant la fonction de comptable au sein du bureau chargé de la région Afrique et Moyen-Orient. En parallèle, cette mère de deux enfants gère à titre bénévole un projet communautaire. L'écriture tient une place importante dans sa vie : « Chaque fois que je suis confrontée à une situation qui me remet en question, ou bien quand j'ai besoin de clarifier mes idées sur un sujet, je m'écris des lettres à moi-même. C'est ainsi que ce texte a vu le jour. »

En retournant à ma voiture, j'ai une autre raison de rendre visite à mon amie, différente de celle qui m'animait en partant de chez moi. Kwenadi s'est installée dans ce lotissement informel et une amie commune m'a demandé de l'aider à trouver un emploi. Mais je l'avais évitée un certain temps parce que cette requête m'importunait. De mon point de vue, Kwenadi n'avait qu'à se fixer des objectifs, suivre des cours et améliorer ses compétences – ainsi, elle trouverait certainement du travail. Mais soudain, je réalise à quel point j'avais tort. Kwenadi n'est pas paresseuse. Elle s'est adressée à moi, car elle considère que j'ai fait quelque chose de ma vie, que j'ai construit ma propre carrière. Elle me pousse à être meilleure, à utiliser ce que j'ai accompli afin d'aider des gens comme elle, qui se battent pour trouver un moyen d'exercer leurs talents.

J'appelle Kwenadi. Elle ne se contente pas de m'indiquer la route, mais vient à ma rencontre à pied. Je suis enfin prête à l'aider, à travailler avec elle, à chercher une solution – pour elle, mais aussi pour d'autres personnes dans la même situation. Nous com-

mençons à parler d'égale à égale. Cette discussion me rend humble et reconnaissante pour les choses qui semblent aller de soi dans la vie, notre amitié étant l'une d'elles.

Aujourd'hui, mon vœu et ma carrière consistent à aider des gens, comme Kwenadi et ces gars au coin de la rue, à réaliser leurs rêves. Si je n'y arrive pas, j'espère au moins les aider à nourrir des rêves ambitieux ! ■

(De l'anglais)

Une alliance stratégique pour la reconstruction d'écoles

Après une catastrophe naturelle, réhabiliter les structures éducatives est l'une des priorités de l'aide internationale. La DDC et l'Unicef ont uni leurs forces pour reconstruire le plus grand nombre possible d'écoles sur les côtes du Sri Lanka, dévastées par le tsunami, et dans le nord-ouest du Pakistan, région frappée par un séisme meurtrier.



Cinq ans après le séisme qui a ravagé le nord-ouest du Pakistan, des enfants continuent d'aller à l'école sous des tentes fournies par l'aide internationale

(jls) Le tremblement de terre qui a frappé le Pakistan en 2005 a fait 88 000 morts et provoqué l'effondrement de 400 000 bâtiments. Pour remplacer les écoles détruites, l'aide internationale a acheminé des tentes et des structures préfabriquées. Puis elle a entamé la reconstruction de bâtiments en dur. La DDC a concentré ses efforts sur les districts montagneux de Mansehra et Battagram, particulièrement affectés. Dans le cadre d'un programme dont elle assurait aussi bien le financement que la mise en œuvre, elle a rebâti 19 écoles jusqu'en juin 2008. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) s'était, lui aussi, engagé dans ce domaine. Contrairement à la DDC, il ne disposait toutefois pas d'experts capables de gérer et de superviser les chantiers. Il avait confié cette tâche à des consultants locaux, mais les travaux progressaient très lentement.

«L'Unicef avait pourtant de quoi financer un programme ambitieux, car ses donateurs s'étaient montrés généreux après la catastrophe. De notre côté, nous avions sur place une équipe très expé-

rimentée, mais notre budget ne nous permettait pas de construire davantage d'écoles. C'est pourquoi nous avons proposé à l'Unicef une alliance stratégique», explique Roland Schlachter, chef suppléant de la division Asie et Amérique du domaine Aide humanitaire de la DDC. En 2007, les deux agences conviennent donc de réunir leurs atouts respectifs pour atteindre au plus vite un objectif commun : redonner aux petits Pakistanais de vraies écoles, permanentes, confortables et résistantes aux tremblements de terre.

Fonds additionnels

La DDC est devenue ainsi le seul partenaire de l'Unicef dans les districts de Mansehra et de Battagram. Leur collaboration porte sur l'édification de 57 écoles. L'agence onusienne paie les entreprises locales qui exécutent les travaux. La DDC, elle, finance les activités de son bureau basé à Mansehra, qui compte une trentaine de collaborateurs, dont trois Suisses. Cette équipe gère toutes les opérations, depuis la planification jus-



Amin Ullmann/DDC (2)

D'ici fin 2010, la DDC aura reconstruit 91 écoles au Pakistan, dont 57 en collaboration avec l'Unicef

Des toits aux couleurs du donateur

Au Pakistan, toutes les écoles construites par la DDC sont conformes aux normes antisismiques et se basent sur le même modèle. Elles ne dépassent pas un étage et comptent deux ou trois classes qui peuvent accueillir chacune une quarantaine d'élèves. Les sols sont recouverts de marbre, un matériau très bon marché dans la région. Les murs sont en béton armé. La charpente, constituée de poutres métalliques, supporte des plaques de tôle ondulée galvanisée. La principale différence réside dans la couleur de ce toit : il est rouge si la construction a été financée par la Suisse et bleu pâle – couleur officielle de l'ONU – si les travaux ont été pris en charge par l'Unicef. Une manière pour les donateurs de rendre leur aide visible loin à la ronde.

qu'à la remise des bâtiments aux autorités, en passant par l'étude des sites d'implantation, les procédures de soumission et la supervision.

Ce modèle de collaboration a suscité l'intérêt d'autres bailleurs de fonds, comme l'agence britannique de développement DFID, qui ont décidé eux aussi de subventionner la construction d'établissements scolaires. Résultat : d'ici fin 2010, la DDC aura bâti au total 91 écoles, si l'on additionne celles qu'elle a financées avec ses fonds propres et celles qui ont bénéficié d'apports extérieurs. Plus de 13 000 élèves y seront accueillis. C'est là l'un des plus importants programmes de reconstruction réalisés à ce jour par l'aide humanitaire suisse.

« Notre rôle ne se résume toutefois pas à celui d'une agence de mise en œuvre », tient à préciser Armin Ullmann, chargé de programme à la DDC. « Il serait faux de penser que l'Unicef ou DFID achètent simplement notre savoir-faire. Grâce aux fonds additionnels qu'ils nous fournissent, nous avons pu agrandir notre programme. Mais les travaux se déroulent toujours selon notre propre stratégie. »

Il faudra encore beaucoup de temps pour que les régions sinistrées du Pakistan retrouvent une vie normale. La reconstruction devrait durer encore quelques années. En attendant, les structures temporaires restent d'actualité. Un peu partout, des enfants continuent de suivre des cours sous des tentes, voire en plein air.

Détachement d'experts suisses

Depuis septembre 2008, la DDC et l'Unicef ont

également uni leurs efforts au Sri Lanka pour réhabiliter les infrastructures scolaires. Mais elles le font sous une forme différente. Dans ce pays, où le passage du tsunami a fait 35 000 morts, la DDC a fourni deux architectes suisses à l'Unicef qui avait besoin d'un appui technique pour la mise en œuvre de son programme de reconstruction. Ces experts ont renforcé et développé une petite unité qui avait été créée préalablement par l'Unicef pour superviser les travaux. Aujourd'hui, l'équipe compte neuf personnes. Elle gère de A à Z la construction de onze écoles qui accueilleront près de 10 000 élèves. Les travaux devraient s'achever fin 2010.

Cette collaboration a été décidée sur la base d'un protocole d'accord dont l'encre était à peine sèche. Les deux agences avaient en effet convenu en avril 2008 d'institutionnaliser le détachement de personnel pour des missions temporaires, une pratique jusque-là ponctuelle. La DDC s'est engagée à établir une liste d'experts – architectes, ingénieurs, logisticiens, spécialistes de l'eau et de l'assainissement – prêts à intervenir dans un très bref délai en cas d'urgence humanitaire, afin de renforcer les équipes de l'Unicef sur le terrain. « Cet accord va considérablement faciliter la mise à disposition de spécialistes. Nous ne devons plus redéfinir à chaque fois les modalités de leur engagement », souligne Roland Schlachter. La DDC a déjà conclu des accords similaires avec d'autres agences onusiennes, comme le Haut Commissariat pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial. ■

Pour le bien des familles restées au pays

Les migrants contribuent dans des proportions importantes au développement de leur pays d'origine – sur le plan financier, social et culturel. Mais bien des gouvernements ne savent pas comment faire le meilleur usage de leurs apports. Afin d'optimiser ce potentiel, la DDC a lancé un projet visant à mettre en réseau les institutions qui s'occupent des questions de migration.

(mr) Selon des estimations, environ 200 millions de personnes vivent hors du pays où elles sont nées. Ce chiffre correspond à environ 3% de la population mondiale. Main-d'œuvre indispensable pour les pays d'accueil, les migrants constituent en même temps un potentiel énorme pour le développement des pays d'origine.

Sur le plan économique, l'apport des travailleurs émigrés est considérable: selon des estimations, les

transferts officiels de fonds vers les familles restées au pays se sont montés en 2008 à quelque 305 milliards de dollars. Cela représente deux fois le montant total de l'aide publique au développement. Et la somme est encore beaucoup plus élevée si l'on y ajoute l'argent acheminé par des canaux non officiels.

Contrairement à une idée très répandue, la majorité des personnes migrantes ne vivent pas au Nord, mais dans des pays en développement. Cependant, les plus gros volumes de fonds transférés partent des États-Unis. L'Arabie saoudite vient en deuxième position, suivie par la Suisse et l'Allemagne.

Transfert de savoir et mise en réseau

«Rares sont à ce jour les gouvernements qui ont élaboré des stratégies visant à mettre en valeur le potentiel financier et le savoir-faire des migrants pour le développement du pays», explique Lorenza Rossi, spécialiste des migrations à la DDC. C'est pourquoi la DDC a lancé un projet destiné à promouvoir le transfert de connaissances et la mise en réseau des institutions compétentes.

Un accord a été passé avec le Centre international pour le développement des politiques migratoires et avec l'Organisation internationale pour les migrations. L'objectif est de renforcer les institutions qui s'occupent du phénomène migratoire dans treize pays – Algérie, Cap-Vert, Éthiopie, Ghana, Liban, Libye, Mali, Maroc, Niger, Nigeria, Sénégal, Syrie et Tunisie. Il s'agit de les aider à coopérer avec leurs diasporas respectives et de faire en sorte que le développement profite au maximum du potentiel offert par la migration. On analysera données, expériences et stratégies de ces pays, afin d'en tirer une liste de projets qui pourront ensuite servir de modèles pour les autorités d'autres États. ■

(De l'allemand)

Des migrants ghanéens se mobilisent

La fondation néerlandaise Afroeuro a mis sur pied un projet exemplaire: des migrants ghanéens établis aux Pays-Bas transmettent à des compatriotes restés au pays les compétences qu'ils ont acquises dans la création et la conduite de petites et moyennes entreprises. Depuis 2007, quatre migrants se rendent ainsi régulièrement dans les villes de Kumasi et de Kibi, au Ghana, pour former des commerçants du secteur informel et des paysans. Treize rencontres ont déjà eu lieu. Ce transfert de savoir accroît l'efficacité des activités économiques. Les participants ont également accès à un système de microcrédit. www.afroeuro.org



Thorsten Futh/af

DDC interne



Réseau renforcé

(lrf) Dans le cadre de sa contribution à l'élargissement de l'Union européenne, la Suisse encourage la formation de jeunes chercheurs. Elle a mis sur pied des programmes de bourses dans huit pays – Hongrie, Pologne, Tchéquie,

Slovaquie, Slovénie et les trois États baltes. Des scientifiques originaires d'Europe de l'Est passeront ainsi entre six mois et deux ans en Suisse. Ce sera un moyen pour la Suisse de mettre en valeur ses atouts dans les domaines de la formation et de la recherche, tout en renforçant

ses contacts avec les réseaux universitaires de cette région du monde. Les premières bourses ont été attribuées en mars dernier. Le projet, qui dure de 2009 à 2016, porte sur plus de 30 millions de francs.
www.sciex.ch



Carte géographique

(kor) Le sud-ouest de la Serbie dispose pour la première fois d'une carte géographique en anglais. Les communes de la région veulent exploiter le tourisme pour créer emplois et revenus. Les syndicats d'initiative concernés ont publié cette carte

en collaboration avec un nouveau programme de la DDC, consacré au développement économique régional: ce «catalyseur» analyse les problèmes de certains marchés (tourisme, lait, viande ou fruits) ainsi que leur potentiel en termes de revenus et d'emplois pour les popu-

lations défavorisées. Le programme encourage les secteurs privé et public à élaborer ensemble des solutions réalistes. D'une durée de trois ans, il prendra fin en 2012. Son budget est de 1,85 million de francs.
www.rrazlatibor.co.rs, «anglais», «projects», «ongoing».

Promotion de la relève

(wua) La DDC soutient depuis 1972 les jeunes désireux de s'engager dans la coopération internationale. En mars dernier, elle a à nouveau mis au concours des places de formation pour de jeunes professionnels (Junior Professional Officers – JPO). La sélection

des candidats a pris fin en mai et les JPO entreront en fonction à l'automne. Ces postes englobent des activités au sein de la DDC, auprès d'organisations non gouvernementales suisses ou d'organisations internationales. Après une période d'initiation en Suisse, les JPO passent deux ans à l'étranger –

dans un pays du Sud, de l'Europe de l'Est ou de la CEI, ou encore au service de l'aide humanitaire. Cette offre s'adresse à des jeunes déjà engagés dans la vie active, titulaires d'un master et possédant deux ans d'expérience professionnelle.

Au fait, qu'est-ce que le dialogue politique ?

(bf) La notion de dialogue politique a vu le jour lorsqu'on a compris que l'aide au développement ne pouvait simplement aller des riches vers les pauvres, mais qu'elle devait se baser sur une collaboration entre partenaires, même au niveau institutionnel. On a en effet réalisé qu'il ne sert à rien de «parsemer» un pays d'une foule de petits projets de développement si le système gouvernemental ne s'améliore pas et ne parvient pas à instaurer un ordre durable. Il faut au contraire que l'État bénéficiaire, le Parlement, la société civile et l'économie prennent la responsabilité d'établir certaines conditions-cadres qui garantissent par exemple une répartition équitable de la richesse nationale, la sécurité du droit ou l'accès à l'éducation et à la santé. Les autorités, notamment l'administration et les ministères, jouent un rôle central dans ce processus. Ce sont donc les interlocuteurs avec lesquels il convient de fixer la forme et le contenu d'une coopération moderne au développement. Un dialogue politique doit s'instaurer entre les partenaires afin de définir les bases et le cadre d'une telle coopération (comme dans le cas de l'aide budgétaire allouée par la Suisse au secteur de la santé en Tanzanie ou au Mozambique). Les interlocuteurs du pays donateur peuvent être des mi-

nistres, des gouverneurs de province, des maires ou des syndicats, en fonction du projet ou du programme en question. Le dialogue politique vise en principe à améliorer l'appareil étatique et son fonctionnement. Comptant parmi les donateurs de petite à moyenne importance au niveau international, la Suisse s'associe souvent avec d'autres bailleurs de fonds pour mener le dialogue politique dans un pays en développement.



Marius Kirchgesner / lat

Des chercheurs sur la dernière ligne droite

Depuis 2001, des chercheurs suisses collaborent avec des collègues du Sud et de l'Est pour trouver des solutions aux grands bouleversements qui affectent les pays pauvres. Le Pôle de recherche national (PRN) Nord-Sud, cofinancé par la DDC, a créé un réseau mondial de partenariats scientifiques. Ce programme de douze ans vient d'entrer dans sa phase finale.



Au Népal, un petit projet de développement a aidé les «intouchables» à faire valoir leurs droits auprès du gouvernement

(ils) La planète subit actuellement de profondes transformations: accroissement de la population, réchauffement climatique, érosion de la biodiversité, surexploitation des ressources, désertification, accélération des migrations, urbanisation, etc. Lancé en 2001, le PRN tente de définir des pistes pour atténuer les effets négatifs de ce changement global sur les pays pauvres. Ses travaux, menés par des équipes conjointes de chercheurs du Nord et du Sud, contribuent également à renforcer les capacités de recherche scientifique des pays en développement.

Le PRN se concentre sur trois contextes géographiques particulièrement menacés par le changement global, à savoir les zones situées en bordure des déserts, les villes en rapide expansion et les régions de montagne. Son réseau compte environ 400 personnes, dont la plupart travaillent sur le terrain en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Sur les 170 thèses de doctorat entamées, 81 sont déjà achevées. Elles portent sur des thèmes aussi divers que la dégradation des ressources naturelles, la prévention de la malaria, l'accès à l'eau potable, le traitement des déchets fécaux, l'exclusion sociale ou encore la recomposition de l'État après un conflit armé.

Des outils pour le développement

La troisième phase du programme a commencé en 2009 et durera quatre ans. Outre la réalisation de quinze nouveaux projets de recherche, les scientifiques feront la synthèse de travaux réalisés jusqu'ici. La DDC attend beaucoup de cette dernière phase: «Le PRN contribuera notamment aux débats actuels sur la sécurité alimentaire et le changement climatique. Il devrait aussi accorder une priorité accrue à la concrétisation de ses résultats, afin de produire des outils utiles au développement», souligne Dominique-Simone Rychen, chargée de programme à la DDC.

Le PRN s'attache déjà à mettre en pratique certains travaux. Il consacre 10% de son budget à des «actions de partenariats»: ces projets de développement à petite échelle lui permettent de tester sur le terrain le résultat de ses recherches. Au Népal, par exemple, un tel projet a aidé les «intouchables» à se mobiliser et à faire valoir leurs droits auprès du gouvernement. Au Viêt-nam, des recherches sur la distribution géographique de la pauvreté ont été utilisées pour élaborer un atlas socioéconomique du pays. ■

Financement du PRN Nord-Sud

Le PRN est financé principalement par le Fonds national suisse (FNS) et la DDC – qui prend à sa charge la participation des chercheurs du Sud. Pour les deux premières phases (de 2001 à 2009), chacun d'eux a versé environ 28 millions de francs. Pour la troisième phase (2009-2013), la DDC s'est engagée à fournir 14 millions et le FNS 8 millions. Les six institutions universitaires suisses qui participent au programme apportent, elles aussi, une contribution financière (environ 5 millions pour chaque phase). Ce sont le Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, l'Institut tropical suisse, l'Institut de hautes études internationales et du développement, l'Institut de recherche sur l'eau du domaine des EPF, le Groupe d'étude du développement de l'Université de Zurich et la fondation Swisspeace.

www.north-south.unibe.ch

Une avalanche de science et de matière grise

Le Pôle de recherche national (PRN) Nord-Sud a généré une foule de connaissances sur les effets du changement global. Mais le principal mérite du programme est d'avoir formé quelque 400 chercheurs, dont 250 du Sud, estime son directeur Hans Hurni. Ces scientifiques renforceront l'élite académique de leurs pays. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



Hans Hurni, docteur en sciences naturelles, est né à Erlenbach (BE) en 1950. Il travaille pour l'Institut de géographie de l'Université de Berne depuis 1981. Après avoir dirigé durant six ans un programme de recherche sur la conservation des sols en Éthiopie, il a été nommé en 1988 directeur du Centre pour le développement et l'environnement (CDE). Parmi ses domaines de spécialisation figurent l'atténuation des syndromes du changement global, la gestion des ressources naturelles, l'érosion des sols et la conservation de la nature. Hans Hurni est l'initiateur du Pôle de recherche national Nord-Sud, qu'il dirige depuis sa création en 2001, en collaboration avec Urs Wiesmann et un conseil international de directeurs.

Un seul monde: Les travaux du PRN portent aussi bien sur l'environnement que sur la santé, les questions sociales ou la gouvernance. Pourquoi avoir défini une gamme thématique aussi large?

Hans Hurni: Le changement global est un phénomène complexe, caractérisé par le cumul de plusieurs problèmes dans un même espace. La solution ne peut pas être unidimensionnelle. C'est pourquoi nous menons toujours des recherches interdisciplinaires. Prenons les villes en rapide expansion, l'un des contextes étudiés par le PRN. Pour comprendre l'impact du changement global dans les zones urbaines et proposer des solutions à la population et aux autorités, nous devons aborder différents aspects simultanément. Nos équipes ont étudié par exemple les risques sanitaires posés par l'absence de traitement des eaux usées, la gestion des espaces publics face à la violence urbaine ou encore les moyens d'éliminer les eaux stagnantes dans lesquelles se reproduisent les moustiques vecteurs de la malaria.

Après huit ans de recherches, avez-vous trouvé des solutions aux bouleversements qui affectent les pays pauvres?

Nous avons résolu de nombreux problèmes spécifiques au niveau local. Les «actions de partenariat» sont, à cet égard, de véritables champs d'expérimentation de nos résultats. Quant aux syndromes du changement global, nous n'avons pas l'ambition de les éliminer en douze ans de recherche. Il faudrait y consacrer vingt ou trente ans et des moyens bien plus importants. Cela dit, nous avons généré énormément de savoir sur ces questions. Nos chercheurs ont déjà publié 1800 documents et présenté autant d'exposés relatifs à leurs travaux. Cette avalanche de science contribuera à résoudre les problèmes à long terme. Mais le véritable résultat du programme, ce sont les compétences acquises par les étudiants.

La formation compte plus que la recherche de solutions?

Certainement, car son impact est beaucoup plus



Dolores Ruff

grand, même s'il est difficile à mesurer. Les anciens doctorants du PRN continueront à chercher des réponses. Les problèmes qu'ils ont étudiés ne les laisseront jamais en paix. Ces gens sont jeunes. Ils ont encore au moins trente ans de carrière devant eux. Ils occuperont des postes de professeurs et transmettront leurs connaissances à des milliers d'étudiants, en se référant constamment à leurs recherches sur le terrain. Cette multiplication du savoir est le principal mérite du PRN. Nous offrons ainsi aux pays du Sud une élite académique qui leur fait cruellement défaut.

Quels sont les besoins du Sud dans le domaine de l'enseignement supérieur?

Ils sont immenses. Les pays pauvres ont beaucoup d'universités, mais peu de professeurs suffisamment qualifiés. Les étudiants qui veulent obtenir un doctorat doivent s'inscrire dans des universités du Nord. La plupart d'entre eux ne reviennent pas. Ainsi, le Sud se vide peu à peu de ses cerveaux. Les rares étudiants qui rentrent au pays enseignent ce qu'ils ont appris, à savoir les problèmes de l'Eu-

rope qu'il aide indirectement les universités à améliorer leurs capacités.

L'une des particularités du PRN est d'avoir composé des équipes de chercheurs du Nord et du Sud. Quel est l'intérêt de ces groupes interculturels?

Dans la mesure du possible, nous constituons en effet des tandems : une personne du Sud et une du Nord font un master, une thèse de doctorat ou une



PRN (2)

La gamme thématique des partenariats de recherche va de la gestion des déchets au Viêt-nam (page précédente) à l'exclusion sociale au Mexique (à droite), en passant par le développement rural en Éthiopie (à gauche)



rope ou des États-Unis. C'est pourquoi le PRN veut former du personnel universitaire compétent et spécialisé sur les problématiques du Sud. Une fois leur thèse achevée, pratiquement tous nos doctorants trouvent des postes d'enseignants dans les universités de leur pays.

«Les pays pauvres ont beaucoup d'universités, mais peu de professeurs suffisamment qualifiés.»

Environ 160 universités et autres institutions du Sud font partie du réseau. Les résultats ne sont-ils pas trop dispersés, en termes de renforcement de capacités?

Si le PRN compte autant d'institutions partenaires, c'est parce qu'il conclut un contrat avec chaque université qui lui envoie un étudiant. Or, les candidats sont légion. Nos campagnes de recrutement rencontrent un succès prodigieux dans les pays du Sud et de l'Est. Mais je tiens à préciser que le PRN n'a pas la prétention de faire du renforcement institutionnel. Il forme des personnes. Et c'est par le biais des compétences individuelles

recherche postdoctorale sur un thème analogue; elles travaillent souvent dans deux régions différentes, de façon à établir des comparaisons. Elles sont en contact permanent via Internet. Cette approche favorise l'échange de connaissances et d'expériences. C'est un processus d'apprentissage mutuel. L'étudiant suisse est généralement mieux formé sur le plan méthodologique, tandis que celui du Sud connaît mieux le savoir local et les questions culturelles.

Que se passera-t-il après la fin du PRN en 2013?

Dissoudre ce réseau serait une catastrophe. Certes, nos anciens étudiants n'oublieront pas leurs recherches et transmettront le savoir qu'ils ont acquis. Mais nous ne voulons surtout pas rompre les liens avec les universités du Sud. Or, sans argent, il ne se passera plus rien. C'est pourquoi l'une de nos principales préoccupations est de trouver une structure de financement pour assurer la pérennité du réseau. Nous espérons convaincre les universités, le Fonds national suisse et la DDC de continuer à nous soutenir. Mais la partie n'est pas gagnée. ■

Disparités de genre

Actuellement, 45% des doctorants du PRN Nord-Sud sont des femmes. Lorsqu'il recrute des chercheurs ou d'autres collaborateurs, le programme favorise les candidatures féminines. Son but est d'atteindre la parité. Cependant, la marge de manœuvre est limitée, étant donné que la majorité des postulations sont déposées par des hommes. Cette situation reflète les inégalités qui persistent dans l'enseignement supérieur, surtout en Afrique et en Asie. La proportion des étudiantes a certes augmenté ces dernières années, mais elle reste très faible dans certains pays. À titre d'exemple, l'effectif féminin dans les universités n'atteint que 7% au Tchad, 12% au Bénin, 16% en Éthiopie, 17% au Tadjikistan, 20% au Népal, 24% en Tanzanie, 30% au Kenya et 35% en Inde.

Être libre et s'intégrer à l'Europe

Alors que l'on a célébré en février dernier le deuxième anniversaire du Kosovo, les citoyens de ce jeune État – dont je fais partie – se montrent toujours heureux et fiers d'avoir obtenu leur indépendance. Nous sommes bien décidés à faire du Kosovo une terre de libertés civiles, qui offre à sa population

torités kosovares utilisent assez et à bon escient cette présence internationale pour accélérer les réformes économiques, administratives et éducatives. Nos dirigeants savent-ils exercer un lobbying efficace pour amener davantage d'États à reconnaître notre indépendance, pour asseoir la légitimité internationale

année de son indépendance, le Kosovo n'a enregistré dans l'ensemble que de lents progrès. Au cours des années à venir, il s'agira d'appliquer les lois adoptées (d'ailleurs compatibles avec celles de l'UE) et d'exiger des responsables de nos institutions qu'ils fassent la preuve de leur professionnalisme et de leurs compétences.

Espérons que l'avenir verra s'installer au gouvernement des personnes capables de relever les défis de l'intégration. ■

(De l'albanais)



Matt Lutton/Invision/Getty

des possibilités sur le plan social, économique et culturel. Un pays fondé sur les valeurs démocratiques de l'Occident, parfaitement intégré au sein de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN.

Le principal défi consiste à instaurer une démocratie dotée de solides bases légales et d'un appareil étatique digne de ce nom, où chaque citoyen pourra s'attendre à ce que les lois soient appliquées. Pour concrétiser cet espoir sans cesse réaffirmé, il importe d'établir une coordination efficace entre la population et les institutions internationales présentes dans le pays.

On se demande parfois si les au-

du Kosovo? Il me semble que les autres pays de la région ont progressé plus rapidement que nous sur ce terrain. Ils sont plus avancés dans les domaines cités plus haut. Pendant la deuxième

Au sein de l'opinion publique kosovare, de nombreuses voix réclament un développement économique plus rapide, davantage d'investissements étrangers, de la transparence dans le processus de privatisations et un fonctionnement sans faille des tribunaux. Tout en sachant qu'ils ne sont pas parvenus à remplir les critères définis par l'UE pour une libéralisation du régime des visas, les citoyens – surtout les jeunes – œuvrent à construire un Kosovo qui adhère aux valeurs de l'Europe occidentale. Ils veulent un pays où le travail, la formation, le respect des lois et l'égalité des chances ne sont pas seulement des vœux pieux.

Ces objectifs d'aujourd'hui seront la réalité de demain : un Kosovo dont les citoyens seront fiers, où l'on vivra et travaillera dans la dignité – tout comme on le fait au sein de l'UE. N'oublions toutefois pas de remercier les États qui nous permettent de construire ce futur Kosovo. La communauté internationale continue de nous appuyer. Mais d'aucuns suggèrent parfois qu'elle devrait se montrer plus réservée, afin de laisser les institutions nationales commettre des erreurs dans la gestion du pays. L'essence de la démocratie consiste justement à rejeter ces choix erronés lors des prochaines élections.



Ekrem Çitaku est né il y a 32 ans à Pristina, la capitale du Kosovo. C'est dans cette ville qu'il vit encore aujourd'hui, cumulant un emploi de dentiste dans une clinique privée et la direction d'une station de radio. « Ces activités sont mes deux passions dans la vie », dit-il. Ekrem Çitaku pratiquait déjà le journalisme pendant ses études de médecine. En 2000, il a fondé Radio Vala Rinore (les ondes de la jeunesse) qui est actuellement la station la plus populaire de Pristina. En 2005, il a également créé le Human Rights Radio Network, un réseau multiethnique et plurilingue auquel participent neuf stations de diverses communautés, basées dans toutes les régions du Kosovo. Son objectif est d'améliorer la communication entre les divers groupes ethniques et de promouvoir l'entente et la tolérance réciproques. www.radiovalarimore.com

« Un Kosovo dont les citoyens seront fiers, où l'on vivra et travaillera dans la dignité. »

Addis-Abeba, une capitale pleine à craquer

Personne ne sait exactement combien d'habitants compte Addis-Abeba. Une chose est certaine: la capitale éthiopienne s'agrandit à toute vitesse. Maîtriser la croissance urbaine constitue l'un des plus grands défis que doivent relever les pays en développement. D'ici 2025, au moins 60% de leurs habitants – soit plus de 3,8 milliards de personnes – vivront dans des villes. De Maria Roselli.



Des taux de croissance flirtant avec les 5% classent les métropoles africaines parmi celles qui grandissent le plus vite sur la planète. Actuellement, la population de ce continent double tous les dix à quinze ans. Selon des extrapolations de l'ONU, 750 millions de personnes vivront dans les villes africaines en 2030, soit plus que dans toute l'Europe. L'Éthiopie vivra ces quinze prochaines années une véritable explosion démographique, passant de 78 à 120 millions d'habitants. Addis-Abeba, la capitale de cet État pluriethnique situé dans la

Corne de l'Afrique, sera particulièrement touchée. La ville est pleine à craquer et l'administration atteint ses limites: elle manque de compétences pour gérer durablement l'essor démographique. Cette situation a conduit la section Architecture de l'EPFZ à entamer en 2006 une collaboration avec la faculté de technologie de l'Université d'Addis-Abeba. Il en est résulté le programme de recherche scientifique «Laboratoire urbain – Addis Abeba», qui s'étale sur plusieurs années. Son but: mettre en évidence les moyens de

maîtriser à long terme les aspects économiques, écologiques et sociaux de la croissance démographique prévue dans la capitale et dans l'ensemble du pays.

Combattre l'exode rural et la formation de ghettos

Le phénomène de l'urbanisation n'est pas nouveau. En Europe, il a accompagné la Révolution industrielle, puis la modernisation de l'après-guerre. L'actuelle vague d'urbanisation dans les pays en développement présente des analogies certaines avec celle qu'ont connue l'Europe et l'Amérique du Nord, où de

nombreuses villes ont longtemps été encerclées par des quartiers pauvres.

Contrairement à ce qui se passe en Afrique, ces situations chaotiques étaient toutefois des phénomènes transitoires qui témoignaient d'une économie en plein essor, et non d'une évolution structurelle ratée. Une autre différence fondamentale est que les métropoles européennes et nord-américaines pouvaient s'appuyer sur des infrastructures déjà existantes, alors que les pays en développement en manquent cruellement. C'est pourquoi il est important de combattre le développement de ghettos comparables à ceux qui ont proliféré en banlieue parisienne par exemple, estime Marc Angélil, professeur à l'EPFZ et cofondateur du Laboratoire urbain.

«L'urbanisation doit être considérée comme une chance, car elle aura lieu de toute manière. Le tout est de savoir comment la maîtriser.» Concrètement, cela exige d'une part de freiner autant que possible l'exode rural – par exemple en créant des infrastructures villageoises –, d'autre part de prendre des mesures dans les villes mêmes. Dans une agglomération comme Addis-Abeba, constituée en majeure partie de maisons d'un étage construites de manière désordonnée, il s'agit non pas de créer de nouveaux quartiers, mais d'améliorer et de densifier ce qui existe déjà. Par ailleurs, l'intégration sociale des habitants doit être prioritaire.

Ces lotissements anarchiques, qui ressemblent parfois à des taudis – 80% de la population d'Addis-Abeba vit au-dessous du seuil de pauvreté – forment des communautés sociales qui ne résisteraient pas à la démolition de quartiers entiers. «L'intégration



Le Laboratoire urbain se concentre sur le développement d'Addis-Abeba (page précédente). Pour freiner l'exode rural, il appuie également la réalisation d'une ville «autosuffisante» dans le nord du pays (cette page).

sociale est donc un aspect particulièrement important dans le processus d'urbanisation», souligne Marc Angélil.

«L'urbanisation doit être considérée comme une chance.»

Des solutions adaptées aux conditions locales

Les grandes villes des pays en développement ont des problèmes plus graves que celles des nations industrialisées. Alors que l'urbanisation de l'hémisphère Sud n'a démarré que dans les années 50, elle progresse à toute allure. Il en résulte des problèmes de congestion et de pollution, ainsi que des impasses socio-économiques. Cela se traduit par une marginalisation croissante de pans entiers de la population, par

l'aggravation des disparités sociales et par une extension de la pauvreté.

Ces problèmes requièrent des approches spécifiques. Ils constituent une véritable gageure pour les gouvernements et leurs administrations, qui ne peuvent se rabattre sur des stratégies éprouvées en Occident. Addis-Abeba a donc besoin de solutions adaptées pour répondre aux défis qui se posent à elle. L'équipe de chercheurs part du principe qu'il n'existe pas de solution idéale. Le Laboratoire urbain a esquissé différentes ébauches stratégiques portant sur les moyens d'analyser et de surmonter les énormes obstacles écologiques, sociaux et culturels qui paralysent cette métropole. Ses projets ont été présentés en octobre 2009 dans le cadre d'une exposition à l'Université d'Addis-Abeba.

Autarcie énergétique grâce au soleil

Ces projets sont de nature très diverse. Ils vont de l'idée de construire une ligne de tram traversant toute la ville à des



propositions sur la manière de promouvoir la cohésion sociale. Un projet particulièrement intéressant est signé Franz Oswald, cofondateur du laboratoire: dans le nord du pays, on va poser prochainement la première pierre de la New Energy Self-Sufficient Town (nouvelle ville autosuffisante sur le plan énergétique). Le centre de la localité comprendra un marché, des bâtiments administratifs et des établissements pour la formation d'apprentis. Il sera entouré de quartiers d'habitation, entremêlés de champs et de pâturages. L'objectif est d'assurer l'autarcie de cette agglomération, surtout grâce à

l'énergie solaire, ainsi que le recyclage de tous ses déchets – eaux usées comprises. ■

(De l'allemand)

Un livre sur le projet

Les projets et les visions du Laboratoire urbain ont donné lieu à un ouvrage passionnant de Marc Angélil et Dirk Hebel. Intitulé *Cities of Change – Addis Ababa*, il est paru en anglais aux éditions Birkhäuser. Informations et commandes: www.birkhauser.ch

Rencontre de deux légendes maliennes

(er) Les doigts du guitariste Ali Farka Touré et du joueur de kora Toumani Diabaté dansent avec virtuosité sur les cordes. En 2005, ces deux artistes maliens ont enregistré *In the Heart of the Moon*, immédiatement récompensé par le Grammy Award du meilleur album de musique du monde traditionnelle. Quelques mois plus tard, Toumani Diabaté a souhaité donner une suite à cette première rencontre. Profitant d'une tournée commune en Europe, il a retrouvé son compatriote dans un studio londonien pour un nouveau dialogue musical. Ali



Farka Touré décédera peu après d'un cancer des os. Les deux hommes sont accompagnés par le contrebassiste cubain Orlando Cacháito López (Buena Vista Social Club), qui mourra lui en 2009. Cet enregistrement, intitulé *Ali et Toumani*, vient d'être publié. Il recèle des sonorités d'une parfaite pureté. La musique de la kora, harpe africaine, se mêle en une chorégraphie sublime aux notes claires de la guitare et aux tonalités sombres et vibrantes de la contrebasse. Lorsque la voix légèrement rauque d'Ali Farka Touré s'élève au-dessus de cette ornementation subtile (hélas, sur deux morceaux seulement), toute la magie de la savane se déploie dans l'oreille.

Ali Farka Touré et Toumani Diabaté: «Ali et Toumani» (World Circuit/Musikvertrieb)



Vibrant tourbillon musical

(er) La chanteuse Rupa Marya nous convie à une excursion à travers la musique manouche, le mariachi, l'ambiance latino, le folk américain, le musette et la milonga. Ce tourbillon musical, aussi coloré que varié, emprunte parfois au tempérament balkanique, déploie un charme profond et se pare de reggae cool ou de rythmes de cumbia. On y retrouve parfois aussi des vibrations indiennes. Il suffit de se laisser guider par cette citoyenne du monde. Née en Californie de parents indiens, Rupa Marya a grandi aux États-Unis, en Inde et en France. Aujourd'hui, elle est médecin dans un hôpital de San Francisco pendant six mois de l'année. Le reste du temps, elle se consacre à la musique. Ses textes aux facettes multiples se font parfois larmoyants, parfois sauvages, puis tendres et sentimentaux. Interprétés en espagnol, en français et en anglais, ils évoquent le destin des migrants ou rendent hommage à Pablo Neruda, idole de l'artiste. Rupa Marya est accompagnée par son groupe bien rodé, The April Fishes, et quelques invités. Une foule d'instruments sont à découvrir sur cet album: accordéon, bandonéon, trompette, violoncelle, contrebasse, batterie, carillon, tabla, flûte de bambou, saxophone, clarinette, sans oublier un vieux projecteur de films.

Rupa and The April Fishes: «Este Mundo» (Cubancha/Disques Office)

Un savant mélange

(er) On ne peut que se laisser envoûter par la voix d'Hindi Zahra. Chaude, claire et teintée d'accents soul, elle dénote une intimité pudique tout en se drapant parfois d'un léger voile mélancolique. Elle est accompagnée par des chœurs à la grâce subtile, qui augmentent encore le sentiment de fascination. Cette Franco-Marocaine de 30 ans a entièrement écrit, composé et arrangé elle-même les onze titres de son premier album *Handmade*, sorti en janvier dernier. Dans ses textes, qu'elle interprète en anglais ou en tamazight (langue berbère), Hindi Zahra dénonce les mariages arrangés ou raconte des rêves éperdus de ciels semés d'étoiles et de nuits paisibles dans le désert. Car ce sont là les racines de cette nomade, descendante de Berbères et de Touaregs, qui vit aujourd'hui entre Paris et Londres. Arrangements sobres et guitare poétique forment un écrin de choix pour ses compositions qui surprennent par un mélange inhabituel: des phrasés rock et folk alternent avec le blues du désert, le jazz, le trance et la chanson.

Hindi Zahra: «Handmade» (Blue Note/EMI)

Enseignement en ligne

(bf) La fondation Éducation et développement a mis en ligne un dossier pédagogique sur la sécurité humaine, qui s'adresse aux écoles professionnelles et aux écoles préparant à la maturité. Le dossier comprend deux cours séparés et bien conçus sur la torture et la traite des êtres humains. Contrairement au concept traditionnel de sécurité, la sécurité humaine n'est pas centrée sur l'État, mais sur l'individu qu'il s'agit de protéger contre la violence étatique, la guerre et l'arbitraire. Cette notion recouvre ainsi des aspects

Matériel pédagogique

Service

qui relèvent aussi bien de la politique de sécurité que de la politique de développement, de paix et des droits humains. S'appuyant sur des destins individuels, le dossier analyse les causes et les formes de la traite des êtres humains et de la torture. Il fournit par ailleurs des faits et des chiffres ainsi que les bases légales de la lutte contre ces fléaux. Les élèves découvriront également en quoi la Suisse est concernée et ce qu'elle entreprend en faveur de la sécurité humaine.

www.securitehumaine.ch

Les pauvres recyclent nos épaves

Arrivés en fin de vie, des pétroliers et des porte-conteneurs du monde entier vont s'échouer sur les côtes du Bangladesh. Munis de simples cordes, des ouvriers tirent ces mastodontes sur le sable. Puis ils les dépècent à mains nues pour en recycler la ferraille, s'exposant à des émana-



tions toxiques. Le documentaire *Les bouffeurs de fer* montre les conditions de travail épouvantables de ces travailleurs migrants originaires du nord du pays. Chaque année, des milliers de paysans sont contraints de quitter leurs terres inondées par la mousson. Ils viennent chercher de l'embauche sur les chantiers navals du sud. Le film dénonce également un mode d'exploitation aliénant : les ouvriers s'enfoncent dans un endettement inexorable, piégés par un système compliqué d'avances sur salaires et par l'obligation de s'approvisionner chez les commerçants locaux à des prix prohibitifs. *Les bouffeurs de fer* a reçu le premier prix du

festival du film documentaire de Tel Aviv et le New Berlin Film Award 2008.

Shaheen Dill-Riaz : « Les bouffeurs de fer », film documentaire, Allemagne/Bangladesh 2007.

Informations : Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

La Teta asustada en DVD

Ours d'or à Berlin, Prix du meilleur film latino-américain 2009 et nomination aux Oscars 2010 : la Péruvienne Claudia Llosa a conquis le monde avec son deuxième long métrage *La Teta asustada* (le sein effrayé – voir *Un seul monde* 4/2009). Ses images inoubliables racontent l'histoire de Fausta, une jeune femme dont la mère vient de mourir et qui doit désormais se débrouiller seule dans la grande ville de Lima. Ce film est désormais disponible en DVD, avec des bonus comprenant une revue du tournage et des impressions réunies lors des deux premières au Pérou, l'une dans les Andes et l'autre à Lima. En outre, Claudia Llosa et sa cheffe-opératrice Natasha Braier commentent l'ensemble du film sur une bande-son spéciale.

Claudia Llosa : « La Teta asustada », trigon-film, dvd-edition 163.

Commandes et informations : 056 430 12 30 ou www.trigon-film.org

La patience d'une pierre n'est pas infinie

(bf) Dans un village d'Afghanistan, une femme est au chevet de son mari grièvement blessé et plongé dans le coma. La chambre est silencieuse, mais on entend des coups de feu à l'extérieur. La femme prie, puis se met à parler. Elle raconte à l'homme inerte ce qu'elle n'a jamais pu lui dire auparavant, lui décrit le drame que représente pour elle leur mariage. Elle fait de lui sa *syngué sabour*, nom

donné dans la mythologie afghane à une pierre noire magique qui accueille la détresse de ceux qui lui parlent. Mais même la patience d'une pierre a des limites. Le roman *Syngué sabour – Pierre de patience*, de l'Afghan Atiq Rahimi, a remporté plusieurs récompenses internationales, dont le prix Goncourt. Dans un langage à la fois clair et poétique, il décrit non seulement l'impossible situation des femmes en Afghanistan, mais aussi l'absurdité de la guerre.

Atiq Rahimi : « Syngué sabour – Pierre de patience », éditions P.O.L., Paris 2008

Ntungulu Mengenyé, c'est pourtant simple !

(bf) Le dessinateur et peintre tanzanien John Kilaka fascine aussi bien les lecteurs de ses livres pour enfants que les admirateurs de ses œuvres picturales. L'art *tingatinga*, dont il est l'un des principaux représentants, éblouit d'ailleurs petits et grands. Il vient de publier *Amazing Tree* (l'arbre merveilleux), un livre d'images très coloré qui, comme les précédents, surprend par sa légèreté, son exotisme et son suspense. John Kilaka reprend un conte traditionnel africain où il est question de lièvres, de girafes, de tortues, d'éléphants, d'une terre desséchée et d'un arbre mystérieux. Celui-ci n'accepte de donner ses fruits juteux que lorsqu'on prononce son nom.



Au croisement de trois rêves

(bf) L'Inde, le Pakistan et le Bangladesh ont beaucoup de points communs sur le plan historique, économique et culturel. L'exposition *Where Three Dreams Cross*, qui résume 150 années de photographie dans ces trois pays, illustre leur proximité. Accrochées au Musée de la photo de Winterthur, 350 œuvres de 60 artistes retracent non seulement les divers courants de la photographie, mais aussi le développement du sous-continent indien de 1850 à nos jours. Elles suivent cinq grands axes thématiques : « Économie des signes » comprend la photographie des rues et le documentaire social ; « Valeurs familiales » traite de la structure de la famille indienne, des groupes et des clans ; « Façades sacrées » montre des mosquées, des temples et des tombes ; « Étapes de la transition » se concentre sur l'histoire contemporaine, la sexualité ainsi que les tensions entre castes, races et religions ; « Click » illustre l'évolution de la représentation de soi et de la photographie de studio en réunissant des portraits, des cartes de visite peintes à la main, des clichés pris sur le tournage de films de

Bollywood et même des photos de mode.

« *Where Three Dreams Cross – 150 Jahre Fotografie aus Indien, Pakistan und Bangladesch* », Musée de la photo de Winterthur, du 12 juin au 11 août



Mais ce nom, il faut le connaître et s'en souvenir. En principe, cela devrait être plus facile pour les grands animaux que pour les petits. Mais pourquoi donc le lion, l'hippopotame et leurs semblables sont-ils les seuls à ne pas pouvoir apprendre par cœur un nom aussi simple que Ntungulu Mengenye?

John Kilaka : « *Amazing Tree* », North South Books, 2009 ;
« *Der wunderbare Baum* », NordSüd/Baobab, Zurich, 2009

Du coton dans le monde entier

(bf) Au temps des colonies, le coton traversait déjà le monde pour parvenir sur les étals des marchés. La seule chose qui a changé aujourd'hui, ce sont les itinéraires. On cultive du coton sur tous les continents, mais pas partout dans les mêmes conditions. Au cœur des débats sur les subventions agricoles, le coton est aussi un instrument important de l'aide au développement. Il suscite à la fois l'intérêt des entreprises chimiques et celui de l'agriculture biologique, car c'est la plante cultivée qui consomme les plus grandes quantités d'eau, d'engrais et de pesticides. Le photographe suisse Hans Peter Jost a sillonné l'Inde, la Chine, le Brésil, l'Amérique, l'Ouzbékistan, le Mali et la Tanzanie, pour dresser un portrait complet de cette filière : la vie des cultivateurs et leurs conditions de travail, la commercialisation, les travaux des champs, la récolte, la



transformation et la commercialisation. La journaliste Christina Kleineidam a rédigé les textes qui décrivent les problèmes propres à chaque pays.
Christina Kleineidam et Hans Peter Jost : « *Cotton Worldwide/Baumwolle weltweit* », Lars Müller Publishers, 2009

Une agriculture à visage humain

(jls) En 1974, Mamadou Cissokho a renoncé à sa profession d'instituteur pour devenir paysan. Il a créé une petite exploitation à Bamba-Thialène, au Sénégal. Très vite, il a milité aux côtés de ses confrères paysans qui commencent alors à s'organiser pour lutter contre la sécheresse et acquérir leur autonomie face aux autorités. « Nous avons décidé de ne plus laisser les autres décider de notre vie », se souvient-il. Dans *Dieu n'est pas un paysan*, Mamadou Cissokho raconte la naissance et l'histoire du mouvement paysan ouest-

africain, dont il est l'une des figures emblématiques. Cet ouvrage, publié avec le soutien de la DDC, est aussi un plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale. L'auteur en est convaincu : c'est ce type d'exploitations, de taille humaine, respectueuses de l'environnement et génératrices d'emplois, qui nourriront l'Afrique occidentale. Aujourd'hui, M. Cissokho préside le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest.

Mamadou Cissokho : « *Dieu n'est pas un paysan* », éditions Présence Africaine et GRAD, mars 2009

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit, il ne peut toutefois offrir ses services qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Service de conférences du DFAE,
Service de l'information,
Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ;
tél. 031 322 31 53/35 80 ;
fax 031 324 90 47/48 ;
courriel : info@eda.admin.ch

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuifray (coordination globale) (vuc)
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli,
Beat Felber, Thomas Jenatsch, Roland Leffler,
Sabina Mächler

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest,

3003 Berne,
Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 55250

Couverture : avec le soutien de la Suisse, une collaboratrice de la Croix-Rouge maldienne informe sur le sida ; Caspar Martig, Keystone/CRS

ISSN 1661-1675

Coup de cœur



Qualité et puissance narrative

Le film de Bettina Oberli « *Les Mamies ne font pas dans la dentelle* », diffusé en 2007, a été l'un des plus grands succès de l'histoire du cinéma suisse. La réalisatrice, âgée de 37 ans, a ensuite tourné « *Tannöd* », qui est sorti dans les salles en 2009.

Bien que j'aie tourné tous mes films en Europe jusqu'à présent, je suis fascinée par le Sud et par les autres cultures. Je dois avoir ça dans le sang, puisque j'ai passé une partie de mon enfance dans l'État du Samoa, en Océanie. De plus, mes parents ont travaillé pendant dix ans comme coopérants dans les îles Salomon et mon père collabore encore régulièrement avec la Croix-Rouge. En tant que réalisatrice, je suis particulièrement impressionnée par le cinéma latino-américain. Deux films sont absolument excellents : *Whisky*, des Uruguayens Pablo Stoll et Juan Pablo Rebella (aujourd'hui décédé), et *Amores perros*, du Mexicain Alejandro González Iñárritu. Ce dernier révèle une force, une qualité et une puissance narrative inouïes. Il ne craint pas de laisser s'exprimer les émotions. C'est peut-être parce que les réalisateurs du Sud n'ont rien à perdre et osent donc prendre tous les risques que leurs œuvres sont si authentiques.

(Propos recueillis par Beat Felber)

«La Suisse a obtenu de meilleurs résultats que d'autres donateurs au Mali, parce que nous avons conçu les projets ensemble en avançant pas à pas.» *Mamadou Goïta, page 9*

«La conscience que la coopération requiert la mobilisation de tous, voilà qui est typiquement suisse à mon avis.» *Michèle Laubscher, page 10*

«Mes préoccupations personnelles m'ont rendue aveugle à la pauvreté qui sévit au coin de la rue.» *Elsie Nantuli Mampa, page 22*

«La formation compte plus que la recherche de solutions, car son impact est beaucoup plus grand, même s'il est difficile à mesurer.»

Hans Hurni, page 28
